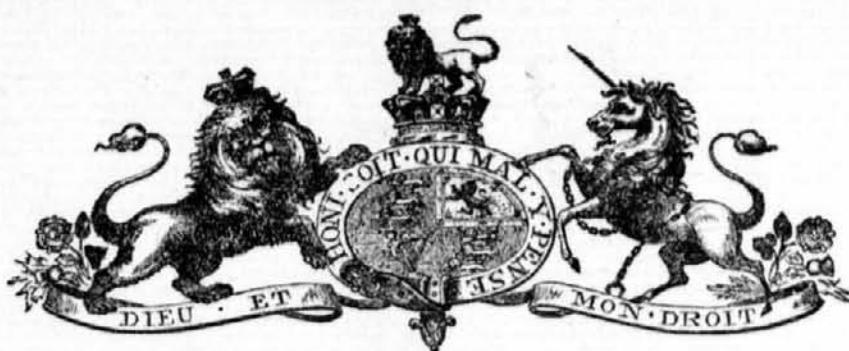




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 11 NOVEMBRE 1911.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3461

Nominations

No 1090 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de trois commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 3 novembre 1911, de nommer MM. Fidèle Bouillon, Joseph Lévesque, junior, et Auguste Brisson, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marcellin, dans le comté de Rimouski. 4135

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Quebec, 7 novembre 1911.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseillers en Loi du Roi, par commission sous le grand Sceau, les personnes dont les noms suivent :

District de Montréal :—MM. Peter Bercovitch, Montréal, John H. Dunlop, Montréal, William L. Bond, Montréal. 4149

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 11th NOVEMBER, 1911

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3462

Appointments

No. 1090 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of three school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 3rd of November, 1911, to appoint Messrs. Fidèle Bouillon, Joseph Lévesque, junior, and Auguste Brisson, school commissioners for the municipality of Saint Marcellin, in the county of Rimouski. 4136

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 7th November, 1911.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint King's Counsel, by commission under the great Seal, the following persons :

District of Montreal :—Messrs. Peter Bercovitch, Montreal, John H. Dunlop, Montreal, William L. Bond, Montreal. 4150

Québec, 7 novembre 1911

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, le 7 novembre 1911, de nommer MM. Marcel Leclerc, Auguste Harvey et Joseph Paradis, estimateurs de la municipalité de Saint-Moïse, comté de Matane, en vertu des dispositions de l'article 731 du code municipal. 4161

Proclamations

Canada, }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }
[L. S.]

GEORGE V. par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUVIN, } ATTENDU qu'en
Procureur Général. } vertu des dispositions de l'article 7485 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, un plan de chaque cité, ville, village, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne

Quebec, 7th November, 1911.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 7th of November, 1911, to appoint Messrs. Marcel L. clerc, Auguste Harvey and Joseph Paradis, valuers for the municipality of Saint Moïse, county of Matane, under the provisions of article 731 of the municipal code. 7162

Proclamations

Canada. }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUVIN, } WHEREAS in virtue of the provisions of article 7485 of the revised statutes of the province of Québec 1909, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing these places and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of the Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirm-

sera censée suffisante que si elle faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro le lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, d'ns une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont ré ulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de

ation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the governor in council fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not affected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our province of Québec, has caused to be prepared, under his superintendence, an official plan and book of refer-

Ville-Marie et des cantons Duhamel, Guigues et Fabre, de la seconde division d'enregistrement du comté de Pontiac.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau ; et attendu que des copies des dits plan et livre de renvoi certifiées par le dit Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la seconde division d'enregistrement du comté de Pontiac, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; et attendu qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7485 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent :

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le dix-huitième jour du mois de novembre courant, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement relativement au cadastre du village de Ville-Marie et des cantons Duhamel, Guigues et Fabre, faisant partie de la dite division d'enregistrement ;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit dix-huitième jour du mois de novembre courant, les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite seconde division d'enregistrement, relativement au cadastre du village de Ville-Marie et des cantons Duhamel, Guigues et Fabre.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit dix-huitième jour du mois de novembre courant, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTE-UNIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province

4159

Canada,
Province de
Québec.
L. S.

F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus

ence of the cadastre of the village of Ville-Marie and of the townships Duhamel, Guigues and Fabre, of the second registration division of the county of Pontiac.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of the Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office ; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of the Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the second registration division of the county of Pontiac, and there remain, open to the inspection of the public, during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7485 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto :

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the eighteenth day of the month of November instant, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division relating to the cadastre of the village of Ville-Marie and the townships Duhamel, Guigues and Fabre, forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said eighteenth day of the month of November instant, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said second registration division, relating to the cadastre of the village of Ville-Marie and the townships Duhamel, Guigues and Fabre.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division, to renew the same within the period of two years after the said eighteenth day of the month of November instant, on pain of the forfeiture of priority provided in the said civil code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTY FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

4160

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

F. LANGELIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councils of the Province of Quebec, and the Mem-

pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGE-LIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent onze, et de Notre Règne la deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3467

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1911, constituant en corporation MM. Armand Archambault, courtier d'immeubles, Hector Bousquet, courtier d'immeubles, Narcisse Mailloux, marchand, Emile Beauchamp, avocat, Emile Lanthier, voyageur, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Construire, détenir, développer, vendre, louer, engager, échanger, améliorer ou autrement disposer de biens-fonds et de toute propriété ou de tout intérêt et droit qui s'y rattache ;

Consolider, reliser, subdiviser et améliorer des terres pour la vente ou autrement, et convertir et approprier tous tels terrains en chemin, rues et autres facilités ;

Eriger, construire, altérer, améliorer, décorer, meubler, donner à l'entreprise, entretenir et gérer des maisons, bâtiments et travaux de tous genres ;

Faire les opérations d'entrepreneurs dans toutes les branches et manufacturer, acheter, vendre et disposer de toutes sortes de matériaux de construction, installations et décorations ;

Entreprendre et diriger, à commission ou autrement la gérance ou la vente des propriétés, meubles ou immeubles, et exercer l'industrie d'agents d'immeubles, d'assurance ;

bers elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and eleven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY EIGHTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR FRANÇOIS LANGE-LIER, Knight, Lieutenant Governor of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec this FOURTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By order,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of Crown in Chancery,
Quebec.

3468

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 27th day of October 1911, incorporating Messrs. Armand Archambault real estate broker, Hector Bousquet, real estate broker, Narcisse Mailloux, merchant, Emile Beauchamp, advocate, Emile Lanthier, traveller, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To erect, hold, develop, sell, lease, pledge, exchange, improve or otherwise dispose of real estate and any property or any interest and right relating thereto ;

To consolidate, unite, subdivide and improve land for sale or otherwise, and convert and appropriate any such land into roads, streets and other facilities ;

To erect, construct, alter, improve, decorate, furnish, give by contract, maintain and manage houses, buildings and works of all kinds ;

To carry on operations as contractors in all branches and manufacture, purchase, sell and dispose of all kinds of construction materials, installation and decorations ;

To undertake and direct, on commission or otherwise, the management or sale of moveable or immoveable property, and carry on the business of real estate and insurance agents ;

Prendre ou détenir des hypothèques ou autres valeurs pour toutes sommes dues à la compagnie, et les vendre, céder, ou autrement en disposer ;

Souscrire, acheter ou acquérir et détenir soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente, et hypothéquer, engager, céder, transférer ou autrement disposer de débetures, obligations, stocks, parts et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque ou de toute autre compagnie ;

Faire les opérations d'une agence générale de courtage, et agir comme agents et courtiers pour les placements, emprunts, paiement, transmission et recouvrement des deniers, et pour le transfert et enregistrement d'obligations, débetures, parts ou autres valeurs ;

Appliquer les fonds de surplus de la compagnie au rachat de ses propres obligations ou débetures ;

Faire tout ce qui précède en qualité de principaux, d'agents ou de fondés de pouvoirs ;

Faire tous autres actes découlant des objets de la compagnie, ou qui seront de nature à les atteindre, sous le nom de "La Compagnie Archambault, Bousquet, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'octobre 1911.

JOS. DUMONT,

4125

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'octobre 1911, constituant en corporation MM. Arthur Berthiaume, avocat, Arthur Labbé, courtier, J. Oscar Proulx, courtier, Émile Barlatier, journaliste, Joseph Laurier, plombier, T. Deris Payenneville, agent, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer en tout ou en partie, acheter, vendre, échanger, équiper, réparer, louer des automobiles, chars, carrosses, voitures, voitures de place, omnibus, camions, cycles, moto-cyclettes, ballons, aéroplanes, bateaux, navires, et tous autres moyens de transport de toute description, mus ou capables d'être mus par l'air, la vapeur, l'électricité, le pétrole, huile, le gaz, la gasoline ou toute autre substance produisant une force motrice, et faire affaire généralement dans toutes ces susdites industries et dans les accessoires qui les concernent ;

Faire affaire comme fabricants de voitures, de bateaux, manufacturiers de moteurs à vapeur, la gasoline, électrique ou autres fabricants d'outils et toute autre machinerie de toute description et d'agir comme agents généraux ou spéciaux pour toute personne, société ou corporation faisant des affaires semblables ou similaires à celle de la compagnie ;

Annouer tous les articles de toute description dans lesquelles la compagnie fait affaire de telle manière qu'elle jugera à propos et particulièrement en publiant, vendant ou distribuant, toutes brochures, pamphlets ou toute publication périodique ou autre ayant rapport aux objets ci-dessus mentionnés ou autres accessoires s'y rattachant, en organisant, assistant ou prenant part à des courses, réunions, expositions, de tous les moyens de transport ci-dessus mentionnés et en donnant des prix ou récompenses en argent ou autrement ;

De tenir en garage ou en emmagasinage tous les objets ci-dessus mentionnés ;

Donner des leçons théoriques et pratiques sur la conduite et l'entretien des différents moyens de locomotion ci-dessus mentionnés et donner des certificats aux personnes ayant pris ces leçons ;

Acquérir par achat, louage ou autrement tous

To take or hold hypothecs or other securities for any money due to the company, and sell, assign or otherwise dispose of same ;

To subscribe, purchase or acquire and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise, and sell, guarantee the sale, and hypothecate, pledge, assign, transfer or otherwise dispose of debentures, bonds, stock, shares and other securities of any government, municipal or school corporation, bank or any other company ;

To carry on a general agency and brokerage business, and act as agents and brokers for investment loans payment, transmission and collection of money, and for the transfer and registration of bonds, debentures, stocks or other securities ;

To apply the surplus funds of the company for the redemption of its own bonds or debentures ;

To do any of the foregoing as principals, agents or by proxy ;

To do any other acts relating to the objects of the company or of a nature for the attainment thereof, under the name of "La Compagnie Archambault, Bousquet, Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of October, 1911.

JOS. DUMONT,

4126

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of October, 1911, incorporating Messrs. Arthur Berthiaume, advocate, Arthur Labbé, broker, J. Oscar Proulx, broker, Émile Barlatier, journalist, Joseph Laurier, plumber, T. Deris Payenneville, agent, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, in whole or in part, purchase, sell, exchange, equip, repair, lease automobiles, cars, carriages, vehicles, hackney-coaches, omnibuses, cycles, motor-cycles, balloons, aeroplanes, boats, ships, and all other means of transportation of every description moved or capable of being moved by air, steam, electricity, petroleum, oil, gas, gasoline or any other substance producing motive power, and carry on business generally in all the aforesaid industries and in the accessories concerning same ;

To carry on business as makers and builders of boats and vehicles, manufacturers of steam, gasoline, electric or other motors, makers of tools and all other machinery of every description, and to act as general or special agents for any person, firm or corporation carrying on a like or similar business to that of the company ;

To advertise articles of any description in which the company deals, in such manner as deemed advisable and particularly by publishing, selling or distributing any leaflets, pamphlets, periodical publication or other concerning the hereabove mentioned objects or other accessories connected therewith by organizing, assisting or taking part in races, meetings, exhibitions of any of the hereabove mentioned means of transportation and by giving prizes or awards in money or otherwise ;

To keep all the above mentioned objects in moorage or storage ;

To give theoretical and practical lessons on the management and maintenance of the different means of locomotion above mentioned and give certificates to persons having taken such lessons ;

To acquire by purchase, lease or otherwise any

biens meubles ou immeubles qui sont nécessaires pour les opérations de la compagnie ;

Signer et souscrire des billets promissaires, chèques ou autres effets de commerce, accepter et souscrire lettres de change et en général faire toutes autres opérations nécessaires pour le fonctionnement de la compagnie ;

Obtenir par achat ou autrement toute invention, patente, marque de commerce ou dessin qui pourrout être utiles aux affaires de la compagnie ;

Promouvoir ou assister à la formation de toute autre compagnie ayant des opérations semblables ou similaires à celles de la présente compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir toute part aux intérêts, en tout ou en partie, dans les affaires de toute personne, société commerciale ou compagnie faisant des affaires semblables ou similaires à celles de la présente compagnie, et de souscrire à toutes ou à quelques-unes des responsabilités ou obligations de telle personne, société commerciale ou compagnie, et de continuer ou de liquider telles affaires ainsi acquises ;

Payer pour tous services rendus ou pour toutes propriétés ou droits ainsi acquis, de telle manière que la compagnie le jugera à propos, et plus particulièrement en y mettant des parts, sécurités ou autres valeurs payées en tout ou en partie ;

Vendre, transférer ou disposer, en tout ou en partie, les affaires de la compagnie à toute autre compagnie (promu par la présente compagnie ou non) ou à toute personne, société commerciale ou corporation, et accepter en considération de telle vente ou transfert, toute part, débenture ou autre sécurité de telle autre compagnie, sous le nom de "Modern Garage Company", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'octobre 1911.

JOS. DUMONT,

4133

Sous-secrétaire de la province.

La compagnie "Russell Motor Car Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frederick George Pennal de Westmount.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 6 novembre 1911.

4137

La compagnie "The Canadian Agency, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Denzil Onslow Cochrane Newton, de Montréal.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 6 novembre 1911.

4139

moveable or immoveable property necessary for the operations of the company ;

To sign and subscribe promissory notes, cheques or other commercial documents, accept and subscribe bills of exchange and generally carry on any other operations necessary for the working of the company ;

To obtain by purchase or otherwise any invention, patent, trade mark or design that may be useful for the business of the company ;

To promote or aid in the formation of any other company having like or similar operations to those of this company ;

To purchase or otherwise acquire any part in the interests, in whole or in part, in the business of any person or company carrying on any business of a like or similar nature so that of this company, and to subscribe to all or any of the responsibilities or obligations of such person, firm or company, and to continue or liquidate any such business thus acquired ;

To pay for any services rendered or for any property or rights thus acquired, in such manner as the company may deem advisable, and more particularly with shares, stock or other paid up securities in whole or in part ;

To sell, transfer or dispose of, in whole or in part, the business of the company to any other company (promoted by this company or not), or to any person, firm or corporation, and accept in consideration of such sale or transfer, any stock, debenture or other security of such other company, under the name of "Modern Garage Company," with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty seventh day of October, 1911.

J. S. DUMONT,

4134

Deputy Provincial Secretary.

The "Russell Motor Car Company Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frederick George Pennal, of Westmount.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary

Quebec, 6th November, 1911.

4138

The "Canadian Agency, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Denzil Onslow Cochrane Newton, of Montreal.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 6th November, 1911.

4140

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Théo. Bombardier, demeurant à Valcourt, canton Ely, comté de Shefford, et autres, ont formé une société coopérative agricole, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Valcourt," avec sa principale place d'affaires dans le canton Ely, dans le comté de Shefford.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le sixième jour du mois de novembre 1911.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

4151

2941-11.

En conformité des dispositions de l'article 2589 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Sainte Hélène, comté de Bagot, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte Hélène, les parties des Nos. 120 et 121, appartenant à Samuel Houle, les Nos. 124, 124-1, 127-1, 127-II, 127-IV, 127-V, 127-VII, 127-VIII, de la subdivision du lot 127, 128, 129, 135, 136, 139, 140, 141, partie A du lot 142, appartenant à Gustave Millet, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213 jusqu'à 239, inclusivement, partie de 240, appartenant à Zéphirin Sawyer, partie A de 240, appartenant à Évangéliste Lesage, et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de village de Sainte Hélène. 4147

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce troisième jour de novembre 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département de Trésor,
Québec. 4127

Avis est par le présent donné que "The Union Fraternal League of Boston, Mass." a été licencié et enregistré pour faire les affaires de bénéfices en cas de maladies, accidents et décès, dans cette province.

Le principal bureau de la société dans cette province est à Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-sixième jour d'octobre 1911.

Pour le trésorier de la Province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec. 4055-2

Public notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Théo. Bombardier, residing at Valcourt, township of Ely, county of Shefford, and others, have formed a co-operative agricultural association, under the name of "Valcourt Co-operative Agricultural Association", with its principal place of business in the township of Ely, in the county of Shefford.

The objects for which the said association is formed are : the improvement and development of agriculture of any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the sixth day of the month of November, 1911.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

4152

2941-11.

In conformity with the provisions of article 2589 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Sainte Hélène, county of Bagot, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte Hélène, the parts of Nos. 120 and 121, belonging to Samuel Houle, the Nos. 124, 124-1, 127-1, 127-11, 127-IV, 127-V, 127-VII, 127-VIII, of the subdivision of lot 127, 128, 129, 135, 136, 139, 140, 141, part A of lot 142, belonging to Gustave Millet, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213 up to 239, inclusively, part of 240, belonging to Zéphirin Sawyer, part A of 240, belonging to Evangeliste Lesage, and to erect same into a separate school municipality under the name of village of Sainte Hélène. 4148

Notice is hereby given that the "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de L'Achigan" having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section, may legally transact.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this third day of November, 1911.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec. 4128

Notice is hereby given that "The Union Fraternal League of Boston, Mass." has been licensed and registered to transact the business of sickness, accident and death benefits in this province.

The head office of the society in this province is at Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twelfth day of October, 1911.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec. 4056

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Dominique, a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires d'Assurance Mutuelle contre le feu sur les bâtiments de ferme et risques isolés dans cette province (tels risques étant autres que mercantiles ou extra-hazardeux).

Le principal bureau de la compagnie est à Saint-Dominique, comté de Bagot.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-septième jour d'octobre 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,
Québec.

4057-2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25 octobre 1911, constituant en corporation MM. Damase Siméon Bilodeau, marchand, Dame Amanda Tanguay, épouse contractuellement séparée de biens du dit Damase Siméon Bilodeau, et par ce dernier dûment autorisée : Joseph Alfred Marier, entrepreneur-plombier, George Auguste Marois, marchand, Alexandre Barette, voyageur de commerce, tous de Saint Romuald d'Étchemin, dans les buts suivants :

Faire le commerce de marchandise sèches, de nouveautés, de chaussures, épicerie, et ferronnerie, provisions ;

Acquérir des fonds de commerce, les vendre en bloc ou en détail, ou les liquider par encan ;

Tirer, faire, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables ou transférables ;

Emprunter de l'argent à tels taux d'intérêt qui pourront être convenus, avec plein pouvoir de garantir tels emprunts par toutes hypothèques, actions, obligations ou autres valeurs, appartenant à la compagnie ;

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou aliéner autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers ;

Faire toute autre chose se rattachant à tous ces objets ou fins, ou propres à les faire atteindre, sous le nom de "La Compagnie S. Bilodeau, Limitée," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte Cécile du Bic, comté de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1911.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

4077 2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1911, constituant en corporation MM. Edouard Lizotte, marchand, Albert Sylvestre, commis, Romulus Laroche, médecin, Victor Avila Bourgeois, notaire, Gaston Allard, avocat, de Sorel, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'imprimerie et de papeterie, en général, exploiter le dit commerce en gros et en détail, et particulièrement faire l'exploitation d'un journal ou papier-nouvel, appelé "L'Éveil" "The Warning", avec pouvoir de publier dans les deux langues anglaise et française au besoin ;

Notice is hereby given that "The Parish of Saint Dominique Mutual Fire Insurance Company" has been licensed and registered to transact in this province the business of Mutual Fire insurance on farm buildings and isolated risks, (such risks being other than mercantile or extra hazardous).

The head office of the company is at Saint Dominique, county of Bagot, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty seventh day of October, 1911.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,
Quebec.

4058

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 25th day of October, 1911, incorporating Messrs. Damase Siméon Bilodeau, merchant, Dame Amanda Tanguay, wife separated as to property by marriage contract of the said Damase Siméon Bilodeau, and by the latter duly authorized; Joseph Alfred Marier, contracting plumber, George Auguste Marois, merchant, Alexandre Barette, commercial traveller, all of Saint Romuald d'Étchemin, for the following purposes :

To carry on business and deal in dry goods, fancy goods, boots and shoes, groceries, hardware and provisions ;

To acquire any stock in trade and sell such, in block or in detail, or liquidate same by action ;

To draw, make, endorse, discount, execute, issue bills payable to order, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments ;

To borrow money at such rate of interest as may be agreed upon, with full power to guarantee such loans by hypothecs, stock, bonds or other securities belonging to the company ;

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or otherwise alienate any moveable or immoveable property ;

To do anything else in connection with any of the foregoing objects or purposes, or conducive to the attainment thereof, under the name of "La Compagnie S. Bilodeau, Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Sainte Cécile du Bic, county of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth fifth day of October, 1911.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

4078

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of October, 1911, incorporating Messrs. Edouard Lizotte, merchant, Albert Sylvestre, clerk, Romulus Laroche, physician, Victor Avila Bourgeois, notary, Gaston Allard, advocate, of Sorel, for the following purposes :

To carry on a printing and paper business in general, carry on the said business wholesale and retail, and particularly to exploit a journal or newspaper called "L'Éveil" "The Warning" with power to publish in both the english and french languages as necessary ;

Acheter, posséder, vendre, ou autrement acquérir toutes machines nécessaires à l'exploitation du dit commerce, ainsi que tous accessoires y relatifs ;
Acheter, posséder, vendre, louer, hypothéquer des propriétés immobilières et passer titre à cette fin ;

Acheter ou autrement acquérir et prendre à son nom entreprendre et exercer les affaires, propriétés, actif et passif de toute personne, maison ou compagnie engagée dans une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de propriétés propres aux fins de la présente compagnie, acheter ou acquérir la clientèle de toute industrie semblable à celle de la présente compagnie ;

Avoir et posséder tous les pouvoirs nécessaires à l'entreprise plus haut mentionnée, sous le nom de "La Compagnie Générale d'Imprimerie de Sorel", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sorel.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1911.

JOS. DUMONT,

4097 2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1911, constituant en corporation M.M. Charles R. Tremblay, marchand, J. Ernest Paradis, comptable, de Hébertville Station, J. Arthur Lefebvre, commis voyageur, de Chicoutimi, J. Gaspard Duval, gérant de banque, Joseph L. Rinfret, orfèvre, d'Hébertville Station, dans les buts suivants :

La confection et fabrication des habits de coton (overall) et autres du même genre, sous le nom de "The Overall Manufacturing Company", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00) divisé en dix mille (10,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Hébertville Station.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1911.

JOS. DUMONT,

4099.2

Sous-secrétaire de la province.

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncé par avis inséré à la *Gazette du Canada*, cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires ; et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Dans le cas où des pouvoirs exclusifs sont demandés, outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté du district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis ; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans

To purchase, hold, sell or otherwise acquire any machinery necessary for carrying on the said business and any accessories in connection therewith ;

To purchase, hold, sell, lease, hypothecate immoveable property and pass title deeds for such purpose ;

To purchase or otherwise acquire and take over, undertake and exercise the business, property, assets and liabilities of any person, firm or company engaged in a business that this company is authorized to carry on or in possession of property useful for the purposes of the present company, and purchase or acquire the goodwill of any similar business to that of this company ;

To have and hold all the necessary powers for the above mentioned undertaking, under the name of "La Cie Générale d'Imprimerie de Sorel", with a total capital of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sorel.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of October, 1911.

JOS. DUMONT,

4098

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of October, 1911, incorporating Messrs. Charles R. Tremblay, merchant, J. Ernest Paradis, accountant, of Hébertville Station, J. Arthur Lefebvre, commercial traveller, of Chicoutimi, J. Gaspard Duval, bank manager, Joseph L. Rinfret, jeweller, of Hébertville Station, for the following purposes :

To make and manufacture cotton overalls and other of a like nature, under the name of "The Overall Manufacturing Company", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Hébertville Station.

Dated from the office of the Provincial Secretary this twenty fifth day of October, 1911.

JOS. DUMONT,

4100

Deputy Provincial Secretary

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from the rules of the Senate.

All applications to parliament for private bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a notice published in the *Canada Gazette* ; such notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same ; and, when the application is for an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice.

In cases where exclusive powers are asked, in addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village in each county or district in each province or territory which may be affected by the passing of such private bills, according to the nature of the undertakings contemplated.

And, if the works of any company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice ; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the secre-

laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents ; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statutaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous les cas, les avis insérés soit à la *Gazette du Canada* ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives ; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec, sur le pli de la feuille les mots : " *Avis de bill privé* " ; où l'on peut transmettre, au lieu des journaux une déclaration statutaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la *Gazette du Canada*, ou s'adresser à ce bureau.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
3857 Greffier du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. Pour des lois de constitution en corporation :

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

tary of the province in which such works are, or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the committee on Standing Orders; and statutory declaration establishing proof of such mailing must be sent to the clerk of the Senate.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks, and when published in the provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages ; and marked copies of each issue of all newspapers containing any such notice shall be sent to the clerk of the senate, endorsed " *Private bill notice* ", or statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars see the rules of the Senate relating thereto published in the *Canada Gazette*, or apply to this office.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
3858 Clerk of the Senate.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. For acts of Incorporation.

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. For amendments to acts of incorporation :

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
3725 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
3726 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall give the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other

pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3463

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

3464

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordes permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee

comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

3465

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie du Chemin de Fer Québec & Lac Saint-Jean s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ayant pour but :

(a) De confirmer une convention faite entre la Compagnie "The Railway Share Trust and Agency

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 50 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

3466

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made by the Quebec and Lake Saint John Railway Company to the legislative assembly of the province of Quebec, at its next session for an act :

(a) To confirm a certain agreement made between the company The Railway Share Trust and Agency

Company, Limited", et "The Canadian Northern Railway Company";

(b) Décréter que les termes de cette convention ayant été sanctionnés par des résolutions extraordinaires des porteurs des obligations de la compagnie portant premier privilège, première hypothèque, et de celles appelées "Income Bonds", seront obligatoires pour les porteurs de chacune de ces débetures respectivement, qu'ils aient été ou non présents aux assemblées des porteurs des débetures auxquelles telles résolutions ont été passées;

(c) Autoriser l'émission de nouvelles obligations "débeture stock, primes" dans la dite convention, et régler d'une manière générale la formule de l'acte d'obligation ou d'hypothèque qui garantira telle émission, sujet aux amendements dont pourront convenir les parties intéressées à la dite convention;

(d) Pourvoir à la liquidation de la Compagnie de l'Hôtel du Lac Saint-Joseph et à la cession de ses propriétés à la dite compagnie de chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean, à la quittance de l'acte de fidéi-commis existant, et à l'échange des valeurs acquises en vertu d'icelui pour les nouvelles obligations de la dite compagnie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean;

(e) Pour amender la section 2 du chap. 104 de 9 Édouard VII, peut autoriser la construction des embranchements autorisés de tout point sur la ligne principale ou les embranchements de la compagnie et pour étendre le temps pour commencer et terminer les dits embranchements et pour autres fins.

GERARD RUEL,

Proc. des requérants.

Roy, Cannon, Parent & Fitzpatrick,

139, rue Saint-Pierre.

Procureurs à Québec de la dite compagnie.

Toronto, 6 novembre 1911.

4171

Avis est par les présentes donné que "La Société d'Administration Générale", corps politique et dûment incorporé par acte de la législature, ayant son principal siège d'affaires en la cité et le district de Montréal, demandera à la prochaine session de la législature de Québec, d'ajouter la traduction anglaise à son nom corporatif, ainsi que des pouvoirs additionnels et plus amples pour lui permettre d'atteindre plus effectivement les fins de son incorporation.

ANGERS, DELORIMIER,

GODIN & DELORIMIER,

Procureurs des requérants.

Montréal, 8 novembre 1911.

4181

ERRATUM.

A la page 1883 de la "Gazette Officielle" du 4 novembre 1911, au No 4112, dans la version anglaise, *re* commission de la paix, district de Montréal, lisez David Robert Walsh au lieu de Daniel Robert Walsh.

4163

Avis Divers

Dame Lumina Laitres, du canton de Westbury, district de Saint-François, épouse de François Roberge, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, ce jour, dans une cause portant le No. 745, des dossiers de la cour supérieure, pour le district de Saint-François.

EMILE RIOUX,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 31 octobre 1911.

4153

Company, Limited, and the Canadian Northern Railway Company;

(b) To provide that the terms of such agreement, having been sanctioned by extraordinary resolutions of the holders of the Company's Prior Lien, first mortgage, and income bonds, shall be binding on all holders of such bonds respectively, whether present or not present at the meetings of the bondholders at which such resolutions were passed;

(c) To authorize the issue of the company's new debenture stock provided for in the said agreement, and to fix the general form of trust deed of mortgage securing such issue, subject to amendments mutually agreed upon between the parties to the said agreement;

(d) To provide for the winding up of the Lake Saint Joseph Hotel Company, and the transfer of its properties to the said company, and the discharge of the existing trust deed, and the exchange of securities issued thereunder for the said new debenture stock of the company;

(e) To amend section 2 of 9 Edward VII, chapter 104, by providing that the authorized branch lines may be constructed from any point on the company's main or branch lines of railway, and to extend the time for the commencement and completion thereof, and for other purposes.

GERARD RUEL,

Chief solicitor.

Roy, Cannon, Parent & Fitzpatrick,

139, Saint Peter street.

Solicitors at Quebec of the said company.

Toronto, 6th November, 1911.

4172

Notice is hereby given that "La Société d'Administration Générale", a body politic and duly incorporated by an act of the Legislature, having its principal place of business in the city and district of Montreal, will apply at the next session of the Legislature of Quebec, for the addition of the english translation of its corporate name, and for additional and wider powers to carry out more effectively the objects of its incorporation.

ANGERS, DELORIMIER,

GODIN & DELORIMIER,

Solicitors for the applicants.

Montreal, 8th November, 1911.

4182

ERRATUM.

On page 1883 of the "Official Gazette" of the 4th of November, 1911, at No. 4112, in the english version, *re* commission of the peace, district of Montreal, read David Robert Walsh instead of Daniel Robert Walsh.

4164

Miscellaneous Notices

Dame Lumina Laitres, of the township of Westbury, district of Saint Francis, wife of François Roberge, laborer, of the same place, duly authorized "à ester en justice", has instituted an action for separation as to property against her said husband, this day, in a case bearing number No. 745, of the records of the superior court, for the district of Saint Francis.

EMILE RIOUX,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 31st October, 1911.

4154

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1491.

Dame Marie Octavie Paquette, épouse commune en biens de Alonzo Alain, voyageur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alonzo Alain, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 8e jour de novembre 1911.

4179 **BESSETTE & DUTAUD,**
 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 749.

Dame Léonie Hallée, de Stratford Centre, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Josaphat I. Campeau, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, le 31 octobre 1911, une action en séparation de biens contre son dit époux.

LIONEL FOREST,
 Procureur de la demanderesse.
 Sherbrooke, 2 novembre 1911. 4155

Province de Québec, }
 District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*
 No 4805.

Dame Arthémise Michaud, épouse commune en biens de Joseph Elisée Laforest, ferblantier, de la cité de Fraserville, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

E. H. CIMON,
 Procureur de la demanderesse.
 Fraserville, 16 octobre 1911. 4213

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 8699.

Dame Christiana Morin, autrefois de la ville et du district de Bedford, et actuellement de Providence, dans l'état du Rhode Island, un des états unis d'Amérique, épouse commune en biens de Joseph Arthur Bessette, hôtelier, autrefois de Bedford susdit, et actuellement de Providence susdit, dûment autorisée en justice aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Arthur Bessette, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

ANATOLE GAUDET,
 Avocat de la demanderesse.
 Sweetsburg, 2 novembre 1911. 4129

Dame Mathilda Chantal, of Saint Alban, county of Portneuf, has instituted, on the 31st day of May last, an action for separation as to property against her husband, Wilbrod Baril, laborer, of the same place, under number 432, before the superior court of the district of Quebec.

J. A. CAMBRAY,
 Attorney for plaintiff.
 Quebec, 12th October, 1911. 3880

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 4282.

Mary Gauthier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Andronique Brouillette, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 6 octobre 1911. 3827-5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1491.

Dame Marie Octavie Paquette, wife common as to property of Alonzo Alain, traveller, of the city and district of Montreal, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Alonzo Alain, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this case, this 8th day of November, 1911.

4180 **BESSETTE & DUTAUD,**
 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 749.

Dame Léonie Hallée, of Stratford Centre, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Josaphat I. Campeau, trader, of the same place, duly authorized "à ester en justice", has, on the 31st October, 1911, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke, 2nd November, 1911. 4156

Province of Quebec, }
 District of Kamouraska. } *Superior Court.*
 No. 4805.

Dame Arthémise Michaud, wife common as to property of Joseph Elisée Laforest, tinamith, both of the city of Fraserville, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

E. H. CIMON,
 Attorney for plaintiff.
 Fraserville, 16th October, 1911. 4214

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 8699.

Dame Christiana Morin, heretofore of the town and district of Bedford, and now of Providence, in the state of Rhode Island, one of the united states of America, wife common as to property of Joseph Arthur Bessette, hotelkeeper, formerly of Bedford aforesaid, but now actually of Providence aforesaid, and duly authorized "à ester en justice" for the purpose hereof,

Plaintiff ;

and

The said Joseph Arthur Bessette, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this case, this day.

ANATOLE GAUDET,
 Attorney for plaintiff.
 Sweetsburg, 2nd November, 1911. 4130

Dame Mathilda Chantal, de Saint-Alban, comté de Portneuf, a intenté, le 31 mai dernier, une action en séparation de biens contre son mari, Wilbrod Baril, journalier, du même lieu, devant la cour supérieure du district de Québec, sous le numéro 432.

J. A. CAMBRAY,
 Procureur de la demanderesse.
 Québec, 12 octobre 1911. 3879-5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 4282.

Mary Gauthier, of the city and district of Montreal, wife of Andronique Brouillette, of the same city, has, this day, taken an action for separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 6th October, 1911. 3828

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 74.

Dame Alodie Bouffard, de la paroisse de Saint-Pierre, district de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Philéas Létourneau, marchand, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 17 octobre 1911. 3929-3

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 369.—Dame Augustine Letellier, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Raoul Brossard, cuisinier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Raoul Brossard, Défendeur.—Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 17 octobre 1911.—Montréal, 18 octobre 1911, LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE, avocats de la demanderesse. 3953-3

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 5294.

Dame Bernadette Parent, épouse commune en biens de Guillaume alias Wellie Masse, commerçant, de la vil'e de Berthier, district de Joliette, Demanderesse; vs le dit Guillaume alias Wellie Masse, Défer deur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

ALLARD & ALLARD,
Procureurs de la demanderesse
Sorel, 9 octobre 1911. 3867-4

Cour Supérieure.—Kamouraska.
No 4774.

Rosanna Turcotte, épouse de Napoléon Michaud, ci-devant de Saint-Hubert, et actuellement de Rivière Trois Pistoles, comté de Témiscouata, journalier, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

LOUIS A. TALBOT,
Procureur de la demanderesse.
Fraserville, 5 septembre 1911. 3825-4

Dame Délia Beauchamp, de Saint-Adolphe-de-Howard, dans le district de Terrebonne, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Bertrand, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de corps et de biens contre le dit J. B. Bertrand, son époux, sous le No 298 des dossiers de la cour supérieure du district de Terrebonne, Sainte-Scholastique, 27 juin 1911.

PREVOST & MARCHAND,
Avocats de la demanderesse.
3837.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1595.

Marie Elizabeth Stilly dit Angers, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Onésime Roy dit Audy, tailleur de pierre, ci devant de la cité et district de Montréal, et maintenant en lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs
Le dit Jean-Baptiste Onésime Roy dit Audy,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de septembre 1911.

G. MENARD,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 5 octobre 1911. 3839-4

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 74.

Dame Alodie Bouffard, of the parish of Saint Pierre, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Philéas Létourneau, of the same place, merchant.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 17th October, 1911. 3930

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 369.—Dame Augustine Letellier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Raoul Brossard, cook, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff; vs the said Raoul Brossard, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th of October, 1911.—Montreal, 18th October, 1911, LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE, attorneys for plaintiff. 3954

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 5294.

Dame Bernadette Parent, wife common as to property of Guillaume alias Wellie Masse, trader, of the town of Berthier, district of Joliette, Plaintiff; vs the said Guillaume alias Wellie Masse, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

ALLARD & ALLARD,
Attorneys for the plaintiff.
Sorel, 9th October, 1911. 3868

Superior Court.—Kamouraska.
No. 4774.

Rosanna Turcotte, wife of Napoléon Michaud, heretofore of Saint Hubert, and presently of Rivière Trois Pistoles, county of Temiscouata, laborer, has instituted, this day, an action for separation as to property against her said husband

LOUIS A. TALBOT,
Attorney for plaintiff.
Fraserville, 5th September, 1911. 3826

Dame Délia Beauchamp, of Saint-Adolphe-de-Howard, district of T-rrebonne, wife common as to property of Jean-Baptiste Bertrand, laborer, of the same place, duly authorized so to do, has brought an action for separation from bed and board against the said J. B. Bertrand, her husband, under No. 298 of the records of the superior court, district of Terrebonne. Sainte Scholastique, 27th June, 1911.

PREVOST & MARCHAND,
Attorneys for plaintiff.
3838

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1595.

Marie Elizabeth Stilly alias Angers, duly authorized "à ester en justice", of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jean-Baptiste Onésime Roy alias Audy, stone cutter, formerly of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, Plaintiff;

vs
The said Jean-Baptiste Onésime Roy alias Audy,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the case, the fifth day of September, 1911.

G. MENARD,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 5th October, 1911. 3840

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8689.

Dame Céleste Giroux, du village de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Michel Bruneau, du même lieu, manufacturier, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Michel Bruneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

F. X. A. GIROUX,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 19 octobre 1911. 3995-3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 135.

Dame Marie Louise Thibert, épouse commune en biens de Louis Emery Lessard, commis-voyageur, tous deux des cité et district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Emery Lessard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 21 octobre 1911. 4049-3

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6053.

Dame Alma Sourdif, de la paroisse de Saint-Liguori, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Alcide Desautels dit Lapointe, forgeron, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Alcide Desautels dit Lapointe, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

TELLIER & LADOUCEUR,
Avocats et procureurs de la demanderesse.
Joliette, 16 octobre 1911. 4061-2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 1913.

Marie Jeanne Rochette, épouse commune en biens de Joseph Ernest Gingras, de la paroisse de Saint-Grégoire, Sault Montmorency,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Ernest Gingras, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

J. A. ROCHETTE,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 24 octobre 1911. 4089-2

Cour Supérieure.—Québec.
No 1497.

Anna Trépanier, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Prosper Edouard Gravel, boucher, de la cité de Québec,

Demanderesse ;

vs

Le dit Prosper Edouard Gravel, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit défendeur.

J. A. ROCHETTE,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 30 septembre 1911. 3885.5

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8689.

Dame Céleste Giroux, of the village of Granby, district of Bedford, wife common as to property of Michel Bruneau, of the same place, manufacturer, and duly authorized for the purposes hereof,

Plaintiff ;

vs

The said Michel Bruneau, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day.

F. X. A. GIROUX,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 19th October, 1911. 3996

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 135.

Dame Marie Louise Thibert, wife common as to property of Louis Emery Lessard, commercial traveler, both of the city and district of Saint-Hyacinth, duly authorized to "ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said Louis Emery Lessard, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause, by the plaintiff.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for plaintiff.
Saint-Hyacinth, 21st October, 1911. 4050

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6053.

Dame Alma Sourdif, of the parish of Saint-Liguori, district of Joliette, wife common as to property of Alcide Desautels alias Lapointe, blacksmith, of the same place, and duly authorized "à ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said Alcide Desautels alias Lapointe, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

TELLIER & LADOUCEUR,
Attorneys for the plaintiff.
Joliette, 16th October, 1911. 4062

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court*
No 1913.

Marie Jeanne Rochette, wife common as to property with Joseph Ernest Gingras, of the parish of Saint-Grégoire, Montmorency Falls,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Ernest Gingras, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against defendant.

J. A. ROCHETTE,
Attorney for plaintiff.
Québec, 24th October, 1911. 4090

Superior Court.—Québec.
No. 1497.

Anna Trepanier, of the city of Québec, wife common as to property of Prosper Edouard Gravel, butcher, of the city of Québec,

Plaintiff ;

vs

The said Prosper Edouard Gravel, Defendant.
The plaintiff has instituted, this day, an action for separation as to property against the said defendant.

J. A. ROCHETTE,
Attorney for plaintiff.
Québec, 30th September, 1911. 3886

Avis est par le présent donné que Dame Marie Laetitia Desbiens, de la cité de Québec, épouse commune en biens d'Odilon Boudreault, du même lieu, plombier, a institué, ce jour, contre son dit époux, dans la cour supérieure, Québec, une action en séparation de biens sous le numéro 1723 des records de la dite cour.

F. MURPHY,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 19 octobre 1911.

3967-4

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Vente par encan de fret et de bagage non réclamés.

La compagnie du chemin de fer Québec Central donne avis par le présent qu'elle vendra par encan public, dans l'hangar de Fuller & Wiggett, vis-à-vis son hangar de fret, Sherbrooke, P. Q., mercredi, le 6e jour de décembre 1911, à dix heures de l'avant-midi, une quantité de machines, meubles et autres articles.

J. H. WALSH,

Gérant général.

Sherbrooke, 20 octobre 1911.

3987.3

Notice is hereby given that Dame Marie Laetitia Desbiens, of the city of Québec, wife common as to property of Odilon Boudreault, of the same place, plumber, has, this day, instituted against her said husband, to the superior court, Québec, an action for separation as to property under the number 1723, of the records of such court.

F. MURPHY,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 19th October, 1911.

3968

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Auction sale of unclaimed freight and baggage.

The Quebec Central Railway Company hereby give notice that they will sell by public auction, at Fuller & Wiggett's warehouse, opposite their freight shed, Sherbrooke, P. Q., on Wednesday, 6th December, 1911, at ten o'clock in the forenoon, a quantity of machinery, household effects and other sundries.

J. H. WALSH,

General manager.

Sherbrooke, 20th October 1911.

3988

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 186.

In re Pierre Arcand, commerçant de bois, de la paroisse Notre-Dame de la Visitation de Champlain, district des Trois-Rivières, débiteur cédant; vs Joseph Eugène Marchand, notaire, du même lieu, créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, aux Trois-Rivières.

J. E. MARCHAND,

Gardien provisoire.

Bruno Marchand,

Procureur du gardien provisoire.

Trois-Rivières, 27 octobre 1911.

4123

No 388.—Cour Supérieure, Beauce.—Doyon, requérant; vs Doyon, failli.

Avis est donné que, le 6 novembre 1911, le sousigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Jean Thomas Doyon, failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

JULES VEZINA.

Saint-Joseph, Beauce, 6 novembre 1911.

4157

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 126.

Dans l'affaire de Timothée Levasseur, Saint-François Xavier, Brompton. Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24 novembre 1911.

Ce dividende sera payable à notre bureau, le ou après le 25 novembre 1911.

TELESPHORE BELANGER,

GEDEON E. BEGIN,

Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,

155, rue Wellington.

Sherbrooke, Que., 8 novembre 1911.

4167

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*
No. 186.

In re Pierre Arcand, wood dealer, of the parish of Notre-Dame de la Visitation de Champlain, district of Three Rivers, insolvent debtor; vs Joseph Eugène Marchand, notary, of the same place, creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at Three Rivers.

J. E. MARCHAND,

Provisional guardian.

Bruno Marchand,

Attorney for provisional guardian.

Three Rivers, 27th October, 1911.

4124

No. 388—Superior Court, Beauce—Doyon, Petitioner; vs Doyon, Insolvent.

Notice is given that, on the 6th of November, 1911, the undersigned was, by an order of the court, appointed curator to the property of the said Jean Thomas Doyon, insolvent, who has made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

Claims, attested on oath, must be filed with me within thirty days from this notice.

JULES VEZINA.

Saint Joseph, Beauce, 6th November, 1911.

4158

Province of Quebec, }
District of Saint-François. } *Superior Court.*
No. 126.

In the matter of Timothée Levasseur, Saint François Xavier, Brompton, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 24th of November, 1911.

The dividend will be payable at our office, on or after the 25th of November, 1911.

TELESPHORE BELANGER,

GEDEON E. BEGIN,

Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,

155, Wellington street.

Sherbrooke, Que., 8th November, 1911.

4168

District de Chicoutimi.

In re Alfred Godbout, Chicoutimi, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 novembre 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 8 novembre 1911. 4175

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Ira S. Melloon, marchand, du village de Ayer's Cliff, district de Saint-François, a, le 28e jour d'octobre dernier, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, dans et pour le district de Saint-François.

W. A. ABBOTT,
Gardien provisoire.
6 novembre 1911. 4177

District de Rimouski.

Dans l'affaire de Edgar Rioux, Sainte-Angèle,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 novembre 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 8 novembre 1911. 4173

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de "Albion Rubber Co.," Montreal,
Faillie.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 28e jour de novembre 1911, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des sous-signés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 11 novembre 1911. 4169

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Gregory Tsipuras et al, "First Greek Bakery",
Faillis.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera payable à mon bureau, le et après le 28e jour de novembre 1911.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 8 novembre 1911. 4185

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de David H. Scott, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un état et deuxième et dernier bordereau de dividendes ont été préparés dans cette affaire, et seront sujets à objection jusqu'au 28e jour de novembre 1911, après laquelle date, si il y a aucune opposition, seront payés sur les réclamations produites et colloquées.

WRIGHT & KINGAN,
Curateurs conjoints.

Guardian Building, Montréal.
2 novembre 1911. 4119

District of Chicoutimi.

In re Alfred Godbout, Chicoutimi, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 25th November, 1911, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 8th November, 1911. 4176

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Ira S. Melloon, of the village of Ayer's Cliff, in the district of Saint Francis, trader, has, on the 28th day of October last, make a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, in and for the district of Saint Francis.

W. A. ABBOTT,
Provisional guardian.
6th November, 1911. 4178

District of Rimouski.

In the matter of Edgar Rioux, Sainte Angèle,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th November, 1911, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 8th November, 1911. 4174

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of "Albion Rubber Co.," Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 28th November, 1911, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks E Burnett.
Montreal, 11th November, 1911. 4170

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Gregory Tsipuras et al, "First Greek Bakery",
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and will be payable at my office, on and after the 28th day of November, 1911.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 8th November, 1911. 4186

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of David H. Scott, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that a statement and a second and a final dividend sheet has been prepared in this matter, and is open for contestation until the 28th day of November, 1911, after which date, should there be no opposition, we will proceed to pay said dividend on the claims filed and colloqued.

WRIGHT & KINGAN,
Joint curators.

Guardian Building, Montreal.
2nd November, 1911. 4120

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de "Baker & de Gruchy".

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations, d'ici à trente jours.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Curateurs conjoints.

Québec, 8 novembre 1911. 4187

District de Québec.

La "Dominion Produce & Grain Co.", marchand de provisions, de Québec, a, le 2e jour de novembre 1911, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 3 novembre 1911. 4141

District de Joliette.

Dans l'affaire de Emmanuel Beauchemin,

Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 28 octobre 1911, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les reproduire devant moi d'ici à 30 jours de cette date.

J. A. MIREAULT,
Curateur.

Saint-Gabriel de Brandon, 2 novembre 1911.
4143

En Liquidation

Avis est par les présentes donné, qu'à une assemblée générale régulière des coopérateurs de la fédération des travailleurs de Thetford Mines, tenue le vingt-deuxième jour d'octobre mil neuf cent onze, suivant la loi, il a été décidé de dissoudre volontairement la dite fédération des travailleurs de Thetford Mines, et pour les fins de la dite dissolution, j'ai été nommé liquidateur.

Toute personne ayant des réclamations contre la dite fédération est priée de les produire, entre mes mains, d'ici à trente jours.

G. E. BEGIN,
Liquidateur.

Bureau de Bélanger & Bégin,
Comptables et liquidateurs,
155, rue Wellington.
Sherbrooke, 23 octobre 1911. 4183

Résolution

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MÉGANTIC.

Aux habitants de la municipalité du comté de Mégantic.

Avis public est par les présentes donné par Joseph Gédéon Rousseau, secrétaire-trésorier, que par une résolution passée par le conseil municipal du comté de Mégantic, le treizième jour de septembre mil neuf cent onze, et approuvée par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le 16 octobre

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of "Baker & de Gruchy".

Creditors of the said insolvent are requested to file their claims with us, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint curators.

Quebec, 8th November, 1911. 4188

District of Quebec.

The "Dominion Produce & Grain Co.", provisions merchant, of Quebec, has, on the 2nd day of November, 1911, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional guardians.

Office : 101, Saint Peter street.
Quebec, 3rd November, 1911. 4142

District of Joliette.

In the matter of Emmanuel Beauchemin,

Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 28th of October, 1911, I was appointed curator to the property of the said estate.

All persons having claims against such estate are requested to file them with me within 30 days from this date.

J. A. MIREAULT,
Curator.

Saint Gabriel de Brandon, 2nd November, 1911.
4144

In Liquidation

Notice is hereby given that at a regular general meeting of the co-operators of the federation of the workmen of Thetford Mines, held on the twenty second day of October, 1911, according to law, it was decided to voluntarily dissolve the said federation of the workmen of Thetford Mines, and for the purposes of the said dissolution, I was appointed liquidator.

All persons having claims against the said federation are requested to file them with me, within thirty days from this date.

G. E. BEGIN,
Liquidator.

Office of Bélanger & Bégin,
Accountants and liquidators,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 23rd October, 1911. 4184

Resolution

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
MÉGANTIC.

To the inhabitants of the municipality of the county of Mégantic.

Public notice is hereby given by Joseph Gédéon Rousseau, secretary-treasurer, that by a resolution passed by the municipal council of the county of Mégantic, on the thirteenth day of September last, and approved by His Excellency the Lieutenant Governor in council, on the 16th October instant,

courant, laquelle approbation a été reçue le 28 octobre courant, par le soussigné, les lots suivants, savoir :

Les lots 1, 2, 3 et 4, inclusivement, des deuxième et troisième rangs de Thetford sont annexés à la municipalité du canton de Leeds-Est, pour les fins municipales.

Donné au village d'Inverness, ce sixième jour de novembre 1911.

J. G. ROUSSEAU.
S. T. C. C. M.

4211

Ratifications

RATIFICATION DE TITRE.

Province de Québec, }
District de Beauharnois, } *Cour Supérieure.*
No 250.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauharnois, un acte passé devant Mtre J. C. Trudeau, notaire, le 25 janvier 1911, et intitulé sentence arbitrale, par Seraphin Ouimet, ingénieur, civil et arbitre, des cité et district de Montréal, *in re* "The Canadian Light & Power Company," expropriante, et La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, communément appelée Sœurs Grises, propriétaire expropriée, laquelle sentence est conforme à l'article 6584 des Statuts refondus de Québec, 1909, ainsi qu'un acte de ratification de la dite sentence arbitrale passé entre les dites parties le 30 juillet 1911, devant Mtre J. C. Trudeau, notaire, et concernant les terrains suivants, savoir :

1° Un certain morceau de terre de forme irrégulière formant partie du lot No 553, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, mesurant six cent vingt-huit pieds et six dixièmes dans la ligne nord-ouest, cent trente-un pieds et quatre dixièmes dans la ligne est, six cent quarante-un pieds et huit dixièmes dans la ligne sud-est, et cent vingt-sept pieds et six dixièmes dans la ligne ouest; borné au nord-ouest par le lot No 559, savoir, par le chemin de fer de la compagnie "The St. Lawrence & Adirondack Railway Company", à l'est par le chemin Saint-Louis, au sud-est par le résidu du dit lot No 553, à l'ouest par la rivière Saint-Louis ;

2° Un certain morceau de terre de forme irrégulière formant partie du dit lot No 553, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, mesurant cent trente-un pieds et quatre dixièmes dans la ligne nord-ouest, cent quarante pieds et sept dixièmes dans la ligne sud-est, d'une largeur uniforme de cent pieds; borné comme suit, au nord-ouest par le résidu du dit No 553, à l'est par le résidu du dit lot No 553, au sud-est par le lot No 559, savoir, par le dit chemin de fer de "The St. Lawrence & Adirondack Railway Company", et à l'ouest par la rivière Saint-Louis, contenant une superficie de deux arpents et soixante et dix-neuf perches, mesure française, et en la possession de la dite La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, communément appelée "Sœurs Grises", comme propriétaires pendant les trois dernières années.

Toutes personnes qui réclament quelque privilège et hypothèque sur les dits morceaux de terre immédiatement avant l'enregistrement du dit acte intitulé sentence arbitrale, par lequel les susdits morceaux de terre ont été expropriés par la dite compagnie The Canadian Light & Power Company, et le dit acte de rectification, et toutes personnes ayant des droits sur ceux ou leurs représentants, ou les maris des personnes intéressées, sont avertis qu'il sera présenté à la dite cour supérieure, siégeant

which said approbation was received by the undersigned, on the 28th October, one thousand nine hundred and eleven, the following lots, to wit :

The lots 1, 2, 3 and 4 inclusively, of the second and third ranges of Thetford are annexed to the municipality of the township of Leeds-East, for municipal purposes.

Given at the village of Inverness, this sixth day of November, 1911.

J. G. ROUSSEAU.
S. T. C. C. M.

4212

Ratifications

CONFIRMATION OF TITLE.

Province of Québec, }
District of Beauharnois, } *Superior Court.*
No. 250.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court in the district of Beauharnois, a deed executed before Mtre J. C. Trudeau, notary, on the 25th January, 1911, and entitled award of arbitration by Seraphin Ouimet, civil engineer and arbitration of the city and district of Montreal, *in re* The Canadian Light & Power Company, expropriating party, and The Community of the Sisters of Charity of the General Hospital of Montreal, commonly called "Grey Nuns", expropriated party, which award is in conformity with article 6584 of the Quebec Revised Statutes, 1909, together with a deed of rectification of said award passed between the said parties, on the 30th day of July, 1911, before Mtre J. C. Trudeau, notary, and concerning the following lots, to wit :

1. A certain piece of land of an irregular form forming part of lot No. 553, on the official plan and book of reference of the town of Beauharnois, measuring six hundred and twenty eight feet and six tenths in the north westerly line, one hundred and thirty one feet and four tenths in the easterly line, six hundred and forty one feet and eight tenths in the south easterly line, and one hundred and twenty seven feet and six tenths in the westerly line; bounded to the north west by the lot number 559 that is, by the railroad of the Saint Lawrence and Adirondack Railway Company, to the east by the road Saint-Louis, to the south east by the residue of said lot No. 553, to the west by the river Saint Louis.

2. A certain piece of land of irregular form forming part of said lot No. 553, measuring one hundred and thirty one feet and four tenths in the north westerly line, one hundred and forty feet and seven tenths in the south easterly line of an uniform width of one hundred feet; bounded as follows, to the north west by the residue of said lot No. 553, to the east by the residue of said lot No. 553, to the south east by lot No. 559, that is by the railroad of Saint Lawrence & Adirondack Railroad Company and to the west by the Saint Louis River, containing an area of two arpents and seventy nine perches, french measure, and in the possession of the said community called "La Communauté des Sœurs de l'Hôpital Général de Montréal", commonly called "Grey Nuns", as proprietors of the same during the last three years.

All persons who claim any privilege or hypothec on the said pieces of land immediately before the registration of the said deed called arbitration award by which the said pieces of land have been appropriated by the said The Canadian Light & Power Company, and the said deed of rectification and all persons entitled to the land or their representatives or being the husbands of any person interested, are hereby notified that application will be made to the said the superior court, sitting in and for the dis-

dans et pour le district de Beauharnois, le cinquième jour de décembre prochain, 1911, à dix heures et demie de l'avant-midi, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, une demande en ratification de titre, et d'avoir à présenter leurs réclamations à l'indemnité ou à une partie de l'indemnité, lesquelles réclamations seront reçues et jugées par le tribunal; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent, requises de signifier leurs oppositions ou leurs réclamations par écrit, de les faire recevoir par le tribunal, et de les produire au bureau du protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. A. LAPOINTE,
Député protonotaire C. S.

Bureau du protonotaire.

Salaberry de Valleyfield, 23 octobre 1911.

Première publication, 28 octobre 1911.] 3999-2

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No. 445.

La Compagnie de Chemin de fer Grand Tronc du Canada, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale d'affaires dans le Canada, dans les cité et district de Montréal,
Requérante;

vs

J. Honoré Garceau, des cité et district de Montréal, docteur en médecine, Dame Céline Deschamps, des cité et district de Montréal, veuve de feu Joseph Edmond Beaudoin, et Dame Ludvine Beaudoin, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de A. W. Handfield, avocat, du même lieu, en qualité d'exécuteurs testamentaires, dûment nommés au testament du dit feu Joseph Edmond Beaudoin, et le dit A. W. Handfield, dans le but d'autoriser sa dite épouse, et la dite Dame Céline Deschamps, personnellement,
Intimés.

Avis est par le présent donné que les trois documents suivants, étant le titre de la partie d'expropriation, la Compagnie de Chemin de Fer Grand Tronc du Canada, a :

(a) Tout et particulièrement ce certain morceau triangulaire ou morceau de terre formant partie du lot No 3602, dans la municipalité de la paroisse de Montréal, et qui peut être plus particulièrement décrit comme suit :

Commencant à un point sur la rive sud du présent cours de la rivière Saint-Pierre, à l'intersection de la ligne de division entre les propriétés de J. Beaudoin et la corporation de Sainte-Cunégonde; de là, à l'est le long de la dite rive sud de la dite rivière Saint-Pierre, une distance de 435 pieds; de là, au sud-ouest, une distance de 443 pieds, plus ou moins, jusqu'à la ligne de division entre les propriétés de J. Beaudoin et la corporation de Sainte-Cunégonde; de là, au nord le long de la dite ligne de division, une distance de 173 pieds, plus ou moins, jusqu'au point de départ, et contenant une superficie de quatre-vingt-six centièmes (0.86) d'un acre.

(b) Tout et particulièrement ce certain morceau ou cette étendue de terre et prémisses formant partie des lots Nos 3602 et 3601, de la municipalité de la paroisse de Montréal, étant cette partie ci-devant connue comme Côte Saint-Paul, et maintenant partie du village incorporé de Notre-Dame de Grâce Ouest, et qui peuvent être mieux connus et décrits comme suit :

Commencant à un point sur la rive sud du présent cours de la rivière Saint-Pierre, 150 pieds nord-est de la ligne entre les lots 3602 et 3603, tels que mesurés, le long de la dite rive sud du présent cours de la rivière Saint-Pierre, une distance de 400 pieds, plus ou moins, jusqu'à l'intersection de la ligne sud-ouest du lot 3600, une dis-

trict of Beauharnois, on the fifth day of December next, 1911, at half past ten of the clock in the forenoon, in the court house, in the city of Salaberry of Valleyfield, for a judgment of confirmation of title, and to file their claims to the compensation or to a part thereof, and such claims shall be received and adjudged by the court; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of the civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions or their claims in writing and to have them received by the court, and file the same in the office of the said protonotaire within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. A. LAPOINTE,
Deputy protonotaire S. C.

Prothonotary's office.

Salaberry de Valleyfield, 23rd October, 1911.

[First published, 28th October, 1911.] 4000

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 445.

The Grand Trunk Railway Company of Canada, a body politic and corporate, having its principal office and place of business in Canada, in the city and district of Montreal,
Petitioners;

vs

J. Honoré Garceau, of the city and district of Montreal, doctor of medicine, Dame Céline Deschamps, of the city and district of Montreal, widow of the late Joseph Edmond Beaudoin, and Dame Ludvine Beaudoin, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of A. W. Handfield, advocate, of the same place, in the quality of testamentary executors, duly appointed to the last will and testament of the said late Joseph Edmond Beaudoin, and the said A. W. Handfield, to authorize his said wife, and the said Dame Céline Deschamps, personally,
Respondents.

Notice is hereby given that the following three documents, being the title of the expropriation party, the Grand Trunk Railway Company of Canada, to :

(a) All and singular that certain triangular piece or parcel of land forming part of lot No. 3602, in the municipality of the parish of Montreal, and which may be more particularly described as follows :

Beginning at a point on the southerly bank of the present course of the river Saint Pierre, at the intersection of the division line between the properties of J. Beaudoin and the corporation of Saint Cunégonde; thence, easterly along said southerly bank of said river Saint Pierre, a distance of 435 feet; thence, southwesterly a distance of 443 feet, more or less, to the division line between the properties of J. Beaudoin and the corporation of Saint Cunégonde; thence, northerly along said division line a distance of 173 feet, more or less, to the point of beginning, and containing an area of eighty six hundredths (0.86) of an acre.

(b) All and singular that certain parcel of tract of land and premises forming part of lots Nos. 3602 and 3601 of the municipality of the parish of Montreal, being that part formerly known as Côte Saint Paul, and now part of the incorporated village of Notre Dame de Grâce West, and which may be better known and described as follows :

Beginning at a point on the southerly bank of the present course of the river Saint Pierre, 150 feet northeasterly from the line between lots 3602 and 3603, as measured, along said southerly bank of the present course of the river Saint Pierre, a distance of 400 feet, more or less, to the intersection of the southwesterly line of lot 3600, a distance of 175

tance de 175 pieds, plus ou moins, jusqu'à la ligne de centre du ci-devant cours de la rivière Saint-Pierre; de là, à l'ouest et au sud le long du centre du ci-devant cours de la rivière Saint-Pierre, une distance de 14 pieds, plus ou moins, jusqu'au point de départ et contenant, plus ou moins, une superficie d'un acre et cent soixante et cinq centièmes (1.165); ont été déposés entre les mains du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal :

1° Copie du décret final, sentence arbitrale, rendus sous forme notariée par Jean Zéphirin Resther, architecte, François Charles Laberge, ingénieur civil, et John L. Brodie, estimateur, devant Hercule Gohier, notaire, le 15e jour d'avril 1910.

2° Copie du jugement rendu par Sa Seigneurie l'honorable juge Lafontaine, juge de la cour supérieure pour le district de Montréal, le 24e jour de janvier 1911, maintenant les dits décrets et sentence arbitrale.

Reçu du dépôt de la compensation accordée aux dits propriétaires par les dits décret, sentence arbitrale et jugement, avec intérêt sur icelui pour six mois; les dits dépôts étant faits conformément à la section 210 de la loi des chemins de fer, chapitre 37, des statuts refondus du Canada, 1906.

La succession de feu Joseph Edmond Beaudoin, en son vivant des cité et district de Montréal, a possédé les susdits morceaux de terre pour les trois dernières années, et toutes personnes qui prétendent avoir aucun intérêt ou droits dans les dits morceaux de terre, ou dans aucune partie d'iceux, ou qui réclament aucuns privilèges, hypothèques, droits ou charges sur iceux, sont par le présent dûment notifiés qu'une demande de confirmation du susdit titre de la Compagnie du Chemin de fer Grand Tronc du Canada sera présentée à la cour supérieure pour le district de Montréal, le 4e jour de décembre 1911, à 10 heures de l'avant-midi, dans la salle No 31, du palais de justice, à Montréal, et si les dites réclamations sont de nature à rendre le registrateur pour la division d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques Cartier, dans le district de Montréal, province de Québec, incapable, conformément au code de procédure civile pour la province de Québec, d'inclure les dites réclamations dans ses certificats devant être produits dans cette cause, toutes les susdites personnes sont par le présent notifiées de produire leurs oppositions écrites et de les déposer au bureau du protonotaire, dans le district de Montréal, sous six jours après la date sus-mentionnée, et à défaut de les déposer, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,

Député protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal.

Davidson & Wainwright,

Procureurs des requérants.

Montréal, 25 octobre 1911.

4015.2

[Première publication, 28 octobre 1911.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux spécifiés tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **UDGER LETARTE,**
No 39. } Demandeur; vs **JOHN LETARTE,** Défendeur.

Le lot numéro sept B, du huitième rang du canton de Kingsey, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, à la réserve du terrain sur lequel est érigée la fromagerie appartenant à Joseph Proulx.

feet, more or less, to the centre line of the former course of the river Saint Pierre; thence, westerly and southerly along said centre former course of the river Saint Pierre, a distance of 14 feet, more or less, to the point of beginning and containing, more or less, an area of one acre and one hundred and sixty five one thousandths (1.165); have been deposited with the prothonotary of the superior court for the district of Montreal;

1. Copy of the final award, sentence arbitrale, rendered in notarial form by Jean Zepherin Resther, architect, François Charles Laberge, civil engineer, and John L. Brodie, valuator, before Hercule Gohier, notary, on the 15th day of April, 1910.

2. Copy of the judgment rendered by His Lordship Honourable justice Lafontaine, judge of the superior court for the district of Montreal, on the 24th day of January, 1911, maintaining said award, and sentence arbitrale.

3. Receipt of the deposit of the compensation awarded to said proprietors by said award, sentence arbitrale and judgment, with the interest thereon for six months; said deposits being made in conformity with section 210 of the railway act, chapter 37, revised statutes of Canada, 1906.

The succession of the late Joseph Edmond Beaudoin, in his lifetime of the city and district of Montreal, has owned the above parcels of land for the past three years, and all persons who pretend to have any interest or rights in the said parcels of land, or in any part thereof, or who claim any privileges, mortgages, hypothecs, or encumbrance on same, are hereby duly notified that a demand of confirmation of the above named title of the Grand Trunk Railway Company of Canada will be presented to the superior court for the district of Montreal, on the 4th day of December, 1911, at 10 o'clock in the forenoon, in room No. 31, of the court house of Montreal, and, if said claims are of such a character as to render the registrar for the registration division of Hochelaga and Jacques Cartier, in the district of Montreal, province of Quebec, unable, in conformity with the said civil code of procedure for the province of Quebec, to include said claims in his certificate to be filed in this case, all the above named persons are hereby notified to serve their written oppositions, and to file same in the prothonotary's office, in the district of Montreal, within six days after the date above mentioned, and, in case of not doing so, said persons will be forever foreclosed of the right to do it.

J. B. A. TISON,

Deputy prothonotary of the superior court for the district of Montreal.

Davidson & Wainwright,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 25th October, 1911.

4016

[First published, 28th October, 1911.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **UDGER LETARTE,**
No. 39. } Plaintiff; vs **JOHN LETARTE,** Defendant.

Lot number seven B, on the eighth range of the township of Kingsey, containing one hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, reserving that part on which is the cheese factory belonging to Joseph Proulx.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix de Kingsy, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1911, à UNE heure de l'après midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 16 octobre 1911. 3925-2
[Première publication, 21 octobre 1911.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **R** ODOLPHE MARCOTTE,
No 369. } Demandeur ; contre AL-
FRED MARQUIS, Défendeur.

Une terre contenant cent acres en superficie, plus ou moins, située en le sixième rang du canton de Ware : bornée du côté sud-est par William Lamontagne, et au nord-ouest par Alexandre Bédard—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, étant connue et désignée au cadastre officiel pour le dit sixième rang du dit canton de Ware, sous les numéros trois cent quatre-vingt-quatorze et trois cent quatre-vingt-quinze (394 et 395).

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint Joseph Beauce, 6 novembre 1911.
[Première publication, 11 novembre 1911] 4145

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC es par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.—New Carlisle.

Canada, } **T** HE LEBOUTIL-
Province de Québec, } LIER BROTHERS
District de Gaspé, } COMPANY, LIMITED,
Comté de Bonaventure. } Demanderesse ; contre
No 2025. } les terres et tenements
de ISABELLA BEBEE et HARRIET BEBEE,
toutes deux de New-Carlisle, Défenderesses.

Saisie comme appartenant à Isabella Bebee, une des susdites défenderesses.

La partie est du lot de cadastre No 603, numéro six cent trois, étant partie du lot primitif No 51, dans le deuxième rang du canton de Cox, à l'ouest de New Carlisle, dans les susdits comté et district, contenant vingt acres de terre en superficie—ensemble avec une maison, grange et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Etienne de New Carlisle, JEUDI, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif, C. B.
New Carlisle, 31 octobre 1911. 4121
[Première publication, 11 novembre 1911.]

To be sold at the parochial church door of Saint Félix de Kingsy, on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER next, 1911, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 16th October, 1911. 3926
[First published, 1st October, 1911.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **R** ODOLPHE MARCOTTE,
No. 369. } Plaintiff ; against ALFRED
MARQUIS, Defendant.

A farm containing one hundred acres in superficies, more or less, situate in the sixth range of the township of Ware ; bounded on the south east side by William Lamontagne, and on the north west by Alexandre Bedard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being known and designated on the official cadastral for the said sixth range of the said township of Ware, under the numbers three hundred and ninety four and three hundred and ninety five (394 and 395).

To be sold at the church door of the parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin, on the TWELFTH day of DECEMBER next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 6th November, 1911.
[First published, 11th November, 1911.] 4146

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court.—New Carlisle.

Canada, } **T** HE LEBOUTIL-
Province of Québec, } LIER BROTHERS
District of Gaspé, } COMPANY, LIMITED,
County of Bonaventure. } Plaintiff ; against the
No. 2025. } lands and tenements of
ISABELLA BEBEE and HARRIET BEBEE,
both of New-Carlisle, Defendants.

Seized as belonging to Isabella Bebee, one of the aforesaid defendants.

The east part of cadastral lot No. 603, number six hundred and three, being part of the primitive lot No. 51, in the second range of the township of Cox, west of New-Carlisle, in the county and district aforesaid, containing twenty acres of land in superficies—together with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Etienne de New-Carlisle, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER next, 1911, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff, C. B.
New-Carlisle, 31st October, 1911. 4122
[First published, 11th November, 1911.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **JOHN DONAGHY,**
No 58. } Demandeur ; contre
PEOPLE SPECIALITY COMPANY, Défende-
resse.

1° Un morceau de terre sis dans la paroisse de Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, formant partie du lot numéro soixante et sept, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, contenant deux arpents de profondeur vers le sud-ouest, en partant du trait carré de la concession de la première grande ligne, sur deux arpents de largeur vers le sud-est, à partir de la ligne de division entre les numéros soixante et sept et soixante et huit, du dit plan officiel ; borné au nord-est par le trait carré de la concession de la première grande ligne, au sud-est par le lot numéro soixante et six, au sud-ouest par le résidu du lot numéro soixante et sept, et au nord-ouest par le lot numéro soixante et huit, excepté, cependant, le bois debout poussé sur le dit terrain.

2° Un autre morceau de terrain formant partie du lot numéro cent cinquante sept, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean, contenant environ six arpents en superficie, à partir du trait carré de la concession de la première grande ligne, vers l'est, jusqu'à un morceau de terre en culture, à une distance d'environ cent pieds du chemin public appelé le Grand Bernier, sur le côté nord du dit chemin, est borné comme suit : au nord, à l'est et au sud par une partie du lot numéro cent cinquante sept, appartenant à Joseph Oligny ou ses représentants, à l'ouest par le trait carré de la concession de la première Grande Ligne, sauf, cependant, le bois coupé et debout qui s'y trouve et qui appartient à Pierre Lévesque.

3° Le droit de carrière et de prendre la pierre se trouvant sur un arpent de terre formant partie des lots numéros cent cinquante sept et cent cinquante huit, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean ; borné au sud et au sud-est par le trait carré de la concession de la première grande ligne, au nord par la partie sus-désignée du dit lot numéro cent cinquante sept, à l'est par la partie des lots numéro cent cinquante sept et cent cinquante huit, appartenant à J. B. Oligny ou ses représentants.

4° Un droit de passage pour une voie ferrée et ses accessoires le long du trait carré de la concession de la première grande ligne, au côté nord du dit trait carré et partant de la ligne nord ouest du lot numéro cent soixante et dix huit, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Jean et allant dans la direction sud-est le long du dit trait carré et traversant les lots numéros cent soixante et dix-huit, cent soixante et seize, cent soixante et quinze, cent soixante et quatorze, cent soixante et dix, cent soixante et huit, cent cinquante-cinq, cent cinquante-six, cent cinquante-sept et cent cinquante-huit (178, 176, 175, 174, 170, 168, 155, 156, 157 et 158), du dit cadastre, jusqu'à la ligne de division entre les lots numéros cent cinquante-huit et cent cinquante-neuf, du dit cadastre ; et de là, allant dans la direction est sur le dit lot cent cinquante-huit le long de la ligne de division entre le dit lot numéro cent cinquante-huit et les lots numéros cent cinquante-neuf et cent soixante, du dit cadastre, jusqu'à la voie principale de la compagnie de chemin de fer Montréal et Champlain, après avoir fait une courbe régulière de chemin de fer pour joindre la dite voie

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **JOHN DONAGHY,** Plain-
No. 58. } tiff ; against **PEOPLE**
SPECIALITY COMPANY, Defendant.

1. A piece of ground situate in the parish of Sainte Blaise, county of Saint Johns, forming part of the lot number sixty seven, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, containing two arpents in depth towards the south west, in starting from the *trait carré* of the concession of the first Grand Line, by two arpents in width towards the south east, starting from the dividing line between the numbers sixty seven and sixty eight, of the said official plan : bounded to the north east by the *trait carré* of the concession of the first Grand Line, to the south east by the lot number sixty six, to the south west by the remainder of the lot number sixty seven, and to the north west by the lot number sixty eight, excepting, however, the standing timber on the said piece of ground.

2. Another piece of ground forming part of the lot number one hundred and fifty seven, of the official plan and book of reference of the parish of Saint John, containing about six arpents in superficies, starting from the *trait carré* of the concession of the first Grand Line, towards the east, as far as to a piece of ground under cultivation, to a distance of about one hundred feet from the public road called Grand Bernier, on the north side of the said road ; bounded as follows : to the north, to the east and to the south by a part of the lot one hundred and fifty seven, belonging to Joseph Oligny or his representatives, to the west by the *trait carré* of the concession of the first Grand Line, excepting, however, the cut and standing timber thereon and belonging to Pierre Lévesque.

3. The right of quarrying and to take the stone lying on one arpent of ground forming part of the lots one hundred and fifty seven and one hundred and fifty eight, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint John ; bounded to the south and to the south east by the *trait carré* of the concession of the first Grand Line, to the north by the above described part of the lot one hundred and fifty seven, to the east by the part of the said lots numbers one hundred and fifty seven and one hundred and fifty eight, belonging to J. B. Oligny or his representatives.

4. A right of way for a railway and its accessories along the *trait carré* of the concession of the first Grand Line, on the north side of the said *trait carré* and starting from the north western line of the lot number one hundred and seventy eight, of the official cadastre of the said parish of Saint John, and going in the south eastern direction along the said *trait carré* and crossing the lots numbers one hundred and seventy eight, one hundred and seventy six, one hundred and seventy five, one hundred and seventy four, one hundred and seventy, one hundred and sixty eight, one hundred and fifty five, one hundred and fifty six, one hundred and fifty seven and one hundred and fifty eight (Nos. 178, 176, 175, 174, 170, 168, 155, 156, 157 and 158), of the said cadastre, as far as the dividing line between the lots numbers one hundred and fifty eight and one hundred and fifty nine, of the said cadastre, and from their going in the eastern direction on the said lot one hundred and fifty eight, along the dividing line between the said lot number one hundred and fifty eight and the lots numbers one hundred and fifty nine and one hun-

principale, avec tous dormants, rails et autres effets situés sur la dite voie ferrée ou voie d'évitement, comprenant le privilège de déposer de la pierre le long de la dite voie ferrée ainsi que l'accès à la dite voie pour fin d'érection, de réparation ou autres.

5° Un autre morceau de terre contenant un arpent carré en superficie et formant partie du lot numéro soixante et huit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, étant le coin nord est du dit lot numéro soixante et huit, et borné comme suit : au nord-est par le trait carré de la concession de la première grande ligne, au sud-est par le lot numéro soixante et sept, et au sud-ouest et au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro soixante et huit—sans bâtisse.

Avec les machines, machineries, concasseurs, outils, matériaux quelconque servant à l'exploitation de la carrière située sur les dits terrains, pour extraire, tailler, concasser, etc., la pierre qui s'y trouve.

Ainsi que toutes les bâtisses et toutes les constructions érigées sur les dits terrains ci-dessus décrits.

Pour être vendus en bloc, comme une seule et même propriété, circonstances et dépendances, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Blaise, dans le district d'Iberville, le VINGT ET UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 16 octobre 1911. 3945-2
[Première publication, 21 octobre 1911.]

dred and sixty, of the said cadastre, as far as the main line of the Montreal and Champlain Railway Company, after having made a regular railway curve to reach the said main line, with all the sleepers, rails and other material situate on the said railway or switch, including the privilege of depositing stone along the said railway, as well as of the admittance on the said way for the purpose of building, of repairing or other purposes.

5. Another piece of ground forming one square arpent in superficies and forming part of the lot number sixty eight, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, being the north east corner of the said lot number sixty eight, and bounded as follows : to the north east by the *trait carré* of the concession of the first Grand Line, to the south east by the lot number sixty seven, and to the south west and to the north west by the remainder of the said lot number sixty eight—without building.

With all the machines, machineries, stone crushers, tools and whatever material being in use for the working of the quarry situate on the said pieces of ground, to cut, to extract, to crush, &c., the stone thereon lying.

As well as all the buildings and construction erected on the said pieces of ground above described.

To be sold "en bloc" as being one and single property, circumstances and dependencies, at the parochial church door of the parish of Saint Blaise, in the district of Iberville, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Johns, 16th October, 1911. 3946
[First published, 21st October, 1911.]

Ventes par le shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } **CIRICE GODBOUT,**
No 4762. } Demandeur ; contre
EMILE PELLETIER, Défendeur.

Un bâtiment servant de moulin à scier, ainsi que tous les accessoires et machines y installés, appartenant au dit moulin, et consistant en une bouilloire, un engin avec strappes, une grande scie ronde à billots avec son traineau, le tout gréé et avec strappes, deux machines pour moulin à lattes avec deux scies, une machine à déliner la planche, un traineau pour moulin à bardeaux, une machine pour charroyer le bran de scie et gréée, deux scies trimeuses gréées, un moulin à bardeaux avec trois scies et gréé, et en différents outillages servant à l'exploitation du dit moulin à scie ; le dit bâtiment érigé sur un emplacement situé sur le chemin Taché, dans la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Témiscouata—avec une écurie et hangar faisant partie des dépendances du dit moulin à scie, circonstances et dépendances, lequel moulin est construit et situé sur un terrain ou emplacement appartenant à David Lévesque, lequel terrain ou emplacement fait partie du lot numéro deux B (p. 2 B), du deuxième rang du cadastre du cañon Demers.

Pour être vendu en un seul lot à la porte de l'église de Saint-Hubert, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1911, à UNE heure de l'après-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 18 octobre 1911. 3939-2
Première publication, 21 octobre 1911.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska, } **CIRICE GODBOUT,**
No. 4762. } Plaintiff ; against
EMILE PELLETIER, Defendant.

A building used as a saw-mill and all the accessories and machinery installed therein, adjoining or belonging to the said mill, and consisting of a boiler, an engine with belting, a large circular log saw with carriage, all rigged and with belting, two machines for a lath mill with two saws, a machine for dressing boards, a carriage for a single-mill, a machine for carrying sawdust and rigged, two trimming saws rigged, a shingle-mill with three saws and rigged, and sundry equipment used for operating the said saw-mill ; the said building erected on an emplacement situate on the Taché road, in the parish of Saint Hubert, in the county of Témiscouata—with a stable and shed forming part of the dependencies of the said saw-mill, circumstances and dependencies, which mill is erected and situate on a lot or emplacement belonging to David Lévesque, which lot or emplacement forms part of lot number two B (p. 2 B), of the second range of the cadastre of the township Demers.

To be sold in one lot at the church door of Saint Hubert, on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER, 1911, at ONE o'clock in the afternoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Shérif.
Fraserville, 18th October, 1911. 3940
[First published, 21st October, 1911.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **A** NSELME L E T A N G,
No 4152. } Demandeur *es-qualité* ;
contre DAME ROSE DE LIMA DESAUTELS ET
VIR, Défendeurs.

Un terrain ou emplacement situé au coin nord-est des rues Saint-Antoine et du Couvent, ci-devant Metcalf, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, mesurant vingt-trois pieds de largeur sur la rue du Couvent, par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins, composé :

1° De partie sud-est du lot No deux, au plan de la subdivision officielle du lot No douze cent soixante-trois, aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant sept pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur ; bornée en front par la rue du Couvent, en arrière par partie du lot No un, au plan de la subdivision du lot No douze cent soixante et douze, aux dits plan et livre de renvoi du côté nord-ouest par le surplus du dit lot, et du côté sud-est par le lot ci-après décrit.

2° De la partie nord-ouest du lot No douze cent soixante et quatre, aux dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant seize pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur ; borné en front par la dite rue du Couvent, en arrière par partie du lot No douze cent soixante et onze, aux dits plan et livre de renvoi, du côté nord-ouest par le lot ci-dessus décrit, et du côté sud-est par le surplus du dit lot douze cent soixante et quatre—le tout avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 8 novembre 1911. 4033
Première publication, 28 octobre 1911, est nulle.
[Première publication, 11 novembre 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **P.** E. FORGET, Deman-
No 130. } deur ; contre FRAN-
COIS PROVOST, Défendeur.

Un emplacement faisant front sur l'avenue Davidson, dans le quartier Emard, de la cité de Montréal, portant le numéro trente-huit, de la subdivision du numéro trois mille neuf cent douze, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 8 novembre 1911. 4201
[Première publication, 11 novembre 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **G.** E. LEGER, marchand,
No. 4481. } de la cité de Montréal,
faisant affaires sous la raison sociale de "Novelty Manufacturing Company", Demandeur ; contre M. DESJARDINS, Défendeur.

Un terrain vacant tel que clôturé en broche, contenant environ 50 pieds de largeur par 180 pieds de profondeur, formant une superficie de 9,000 pieds, sans garantie de mesure précise, plus ou

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **A** NSELME L E T A N G,
No. 4152. } Plaintiff *es-qualité* ;
against DAME ROSE DE LIMA DESAUTELS
ET VIR, Defendants.

A lot of land or emplacement situate on the north east corner of Saint Antoine and Convent streets, heretofore Metcalf, in Saint Henry ward, of the city of Montreal, measuring twenty three feet in width on Convent street, by ninety two feet in depth, all english measure, more or less, composed :

1. Of the south east part of lot No 2, on the official subdivision plan of lot No. 1263, on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, measuring seven feet in width by ninety two feet in depth ; bounded in front by Convent street, in the rear by part of lot No. 1, on the subdivision plan of lot No. 1272, on the said plan and book of reference, on the north west side by the surplus of the said lot, and on the south east side by the lot hereinafter described.

2. Of the north west part of lot No. 1264, on the said official plan and book of reference, measuring sixteen feet in width by ninety two feet in depth ; bounded in front by the said Convent street, in the rear by part of lot No. 1271, on the said plan and book of reference, on the north west side by the lot hereabove described, and on the south east side by the surplus of the said lot No. 1264—the whole with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 8th November, 1911. 4034
First publication of the 28th October, 1911, is null.
[First published, 11th November, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **P.** E. FORGET, Plaintiff ;
No. 130. } against F R A N Ç O I S
PROVOST, Defendant.

An emplacement fronting on Davidson avenue, in Emard ward, of the city of Montreal, bearing the number thirty eight, of the subdivision of number three thousand nine hundred and twelve, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 8th November, 1911. 4202
[First published, 11th November, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **G.** E. LEGER, merchant,
No. 4481. } of the city of Montreal,
doing business under the firm, name and style of
"Novelty Manufacturing Company", Plaintiff ;
against M. DESJARDINS, Defendant.

A lot of vacant land as enclosed by a wire fence, containing about 50 feet in width by 180 feet in depth, forming a superficies of 9,000 feet, without warranty as to exact measurement, more or less,

moins, situé dans le village de Sainte-Rose, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Rose, sous le No 133, étant la partie du dit lot No 133 située à l'extrémité nord-est du dit lot No 133 et qui contient tout le terrain qui peut se trouver dans les limites suivantes, savoir : d'un côté à l'est à la montée communément appelée chemin du cimetière, de l'autre côté à l'ouest par la continuation d'une rue décrite au plan officiel du dit village de Sainte-Rose, laquelle rue passe entre les lots Nos 134 et 155, des dits susdits plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Rose : au nord par le dit lot No 155 appartenant à Valérie Chartrand, veuve Esdras Morin, et au sud par le résidu du dit lot No 133, duquel résidu la partie présentement saisie sera séparée par une ligne qui sera la continuation du trait quarré sud du susdit lot 134, et sera perpendiculaire à la dite montée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 7 novembre 1911. 4199
[Première publication, 11 novembre 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } REVEREND FRANCIS
No 1295. } HENRY, Demandeur ;
contre ANTOINE ROBERT, Défendeur.

Un emplacement situé dans la ci-devant ville de Notre-Dame des Neiges, maintenant partie de la cité de Montréal, quartier Mont Royal, composé des lots de terre portant les numéros un, deux et trois, de la subdivision officielle du lot de terre portant le numéro cent soixante et deux (Nos 162-1, 162-2 et 162-3, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées, avec les servitudes actives attachées au dit emplacement, les dits lots étant bornés en front par le chemin de la Côte des Neiges.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 8 novembre 1911. 4197
[Première publication, 11 novembre 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIE CARO-
No. 2224. } LINE LEVY, épouse
majeure, commune en biens tant par contrat de mariage que par la loi de Louis Trudeau, des cité et district de Montréal, médecin dentiste, et le dit Louis Trudeau, tant personnellement et comme chef de la communauté de biens que pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes en autant que besoin est, Demanderesse ; contre DAME MRANCER DE ROSAY, du même lieu, veuve de J. C. E. Levy, en sa qualité d'héritière bénéficiaire du dit J. C. E. Levy, Défenderesse, es-qualité.

Saisis comme appartenant à la dite défenderesse es-qualité, les immeubles suivants, savoir :
1° Deux lots de terre contigus, situés dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Montréal, sur le niveau de la rue Drolet, connus et désignés sous les numéros sept cent cinquante-huit et sept cent cinquante-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro primitif quinze, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec bâtisses dessus érigées.

2° Un terrain situé dans le quartier Sainte-Marie, la cité de Montréal ; borné en front par la rue

située dans le village de Sainte Rose, formant part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Sainte Rose, under No. 133, being the part of the said lot No. 133 situate at the north east extremity of the said lot No. 133 and which contains all the land there may be within the following limits : on one side to the east by the montée commonly called the cemetery road, on the other side to the west by the continuation of a street described on the official plan of the said village of Sainte Rose, which street passes between the lots Nos. 134 and 155, of the aforesaid official plan and book of reference of the said village of Sainte Rose, on the north by the said lot No. 155 belonging to Valérie Chartrand, widow Esdras Morin, and on the south by the remainder of the said lot No. 133, from which remainder the part presently seized shall be separated by a line which shall be the continuation of the south division line of the aforesaid lot 134, and shall be perpendicular to the said montée.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Rose, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 7th November, 1911. 4200
[First published, 11th November, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE REVEREND FRAN-
No. 1295. } CIS HENRY, Plaintiff ;
against ANTOINE ROBERT, Defendant.

An emplacement situate in the heretofore town of Notre Dame des Neiges, now part of the city of Montréal, Mount Royal ward, composed of the lots of land bearing the numbers one, two and three, of the official subdivision of the lot of land bearing the number one hundred and sixty two (Nos. 162-1, 162-2 and 162-3), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—with the house and other buildings thereon erected, with the active servitudes attached to the said emplacement, said lot being bounded in front by Côte des Neiges road.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 8th November, 1911. 4198
[First published, 11th November, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIE CAROLINE
No. 2224. } LEVY, wife of full age,
common as to property both by marriage contract and by the act of Louis Trudeau, of the city and district of Montreal, dentist physician, and the said Louis Trudeau, both personally and as head of the community of property to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, in so far as necessary, is Plaintiff ; against DAME MRANCER DE ROSAY, of the same place, widow of J. C. E. Levy, in her capacity of beneficiary heir of the said J. C. E. Levy, Defendant "es-qualité".

Seized as belonging to the said defendant "es-qualité", the following immoveables, to wit :
1. Two lots of contiguous land situate in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, on the level of Drolet street, known and designated under the numbers seven hundred and fifty eight and seven hundred and fifty nine, of the official subdivision of lot primitive number fifteen, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in Saint Mary's ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Panet

Panet, étant les deux septièmes d'un lot de terre connu sur le plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, sous le numéro cent un—avec bâtisses dessus érigées.

3° Un lot de terre situé dans la paroisse du Sault-au-Récollet, étant le numéro deux cent quarante-cinq, de la subdivision du lot numéro dix-sept, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; borné en front par une rue connue comme étant la continuation de la rue Saint-Denis.

4° Un lot de terre situé dans la cité de Montréal; borné en front par la rue Saint-Hubert, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et de plus avec droit d'entrée et de sortie par le passage situé entre le dit lot numéro 490 et le lot voisin du côté sud-est.

5° Un emplacement situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent soixante et sept, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent; borné en front par la rue Saint-Urbain—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances et avec droit de passage par la porte qui se trouve sur le numéro 368, des dits plan et livre de renvoi officiels, pour communiquer à la cour dépendant du dit immeuble.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 8 novembre 1911. 4209
[Première publication, 11 novembre 1911.]

street, being the two sevenths of a lot known on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, under the number one hundred and one—with buildings thereon erected.

3. A lot of land situate in the parish of Sault au Récollet, being the number two hundred and forty five, of the subdivision of lot number seventeen, on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet; bounded in front by a street known as being the continuation of Saint Denis street.

4. A lot of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Saint Hubert street, known and designated as being the lot number four hundred and ninety, on the official plan and book of reference of Saint James ward—with a house and other buildings thereon erected, and moreover, with right of way in the passage situate between the said lot number 490 and the adjoining lot on the south east side.

5. An emplacement situate in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known and designated under the number three hundred and sixty seven, on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward; bounded in front by Saint Urbain street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with right of passage by the door which is on number 368, of the said official plan and book of reference, to communicate with the yard in connection with the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 8th November, 1911. 4210
[First published, 11th November, 1911]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit—L'Islet

Montmagny, à savoir: } **B**ARTHELEMI POU-
No 484. } LIOT, en son vivant
marchand, de L'Islet, Demandeur; vs CLEOPHAS
METHOT, Défendeur.

Un terrain situé en le cinquième rang de la paroisse du Cap Saint-Ignace, connu et désigné aux plan et livre de renvoi pour le cadastre officiel pour la dite paroisse du Cap Saint-Ignace, dans le comté de Montmagny, sous le numéro onze cent deux, du dit cadastre—sans bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Cap Saint-Ignace, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1911, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 18 octobre 1911. 3959-2
[Première publication, 21 octobre 1911.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—L'Islet.

Montmagny, to wit: } **B**ARTHELEMI POU-
No 484. } LIOT, in his lifetime
merchant, of L'Islet, Plaintiff; vs CLEOPHAS
METHOT, Defendant.

A lot of land situate in the fifth range of the parish of Cap Saint Ignace, known and designated on the plan and book of reference of the official cadastre for the said parish of Cap Saint Ignace, in the county of Montmagny, under number eleven hundred and two, of the said cadastre—without buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Cap Saint Ignace, on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 18th October, 1911. 3959
[First published, 21st October, 1911.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **C** H A R L E S A C H I L L E
No 781. } **V** E Z I N A ; contre LA
COMPAGNIE IMMOBILIERE CHAMPLAIN,
LIMITÉE, à savoir :

1° Lot No 3504 (trois mille cinq cent quatre), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin sud-est des rues Sainte-Madeleine et Sainte-Geneviève, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$3.00, payable le premier mai chaque année, à la communauté des Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

2. Le lot No 96 (quatre-vingt-seize), de la subdivision du lot No 3 (trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, étant un terrain situé sur la rue Rigauville—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$9.00, payable le 29 septembre aux révérendes Dames de l'Hôpital Général de Québec.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 9 novembre 1911. 4191
[Première publication, 11 novembre 1911].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D** A N S une cause où ALYRE
No 767. } **P** R E V O S T est Deman-
deur ; contre LA COMPAGNIE IMMOBILIERE
CHAMPLAIN LIMITÉE, est Défenderesse, et Wil-
liam H. Davidson et al, sont procureurs distrayants ;
les dits procureurs distrayants contre la dite défen-
deresse, à savoir :

Le lot No 52 (cinquante-deux), subdivision du lot No 98 (quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec (Banlieue), étant un terrain situé sur la rue Saint-Cyrille—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 9 novembre 1911. 4189
[Première publication, 11 novembre 1911].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **M** A R Y S I M P S O N ; contre
No 945. } **J** O H N T O D D, à savoir :

1° Le lot No 145 (cent quarante-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, étant une terre située à la troisième concession—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 143 (cent quarante-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, étant une terre située à la troisième concession—circonstances et dépendances.

3° Partie du lot No 258 (deux cent cinquante-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, contenant un acre, plus ou moins en superficie, et borné au sud à la rivière Jacques-Cartier, au nord au chemin public, à l'est et à l'ouest par Georges Todd—circonstances et dépendances.

4° Le lot No 156 (cent cinquante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, étant une terre située à la troisième concession—circonstances et dépendances.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **C** H A R L E S A C H I L L E
No. 781. } **V** E Z I N A ; against LA COM-
PAGNIE IMMOBILIERE CHAMPLAIN, LIM-
ITEE, to wit :

1. Lot No. 3504 (three thousand five hundred and four), of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the south east corner of Sainte Madeleine and Sainte Geneviève streets—circumstances and dependencies. Subject to a yearly ground rent of \$3.00, payable on the first day of May of every year, to the community of the Ladies of the Hotel-Dieu of Quebec.

2. Lot No. 96 (ninety six), of the subdivision of lot No. 3 (three), of the official cadastre for the parish of Notre-Dame des Anges, being a lot situate on Rigauville street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly ground rent of \$9.00, payable on the 29th of September to the Reverend Ladies of the General Hospital of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 9th November, 1911. 4192
[First published, 11th November, 1911.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **I** N a cause in which ALYRE
No. 767. } **P** R E V O S T is Plaintiff ;
against LA COMPAGNIE IMMOBILIERE
CHAMPLAIN, LIMITEE, Defendant, and William
H. Davidson et al, are attorneys distracting for
costs ; the said attorneys distracting for costs,
against the said defendant, to wit :

Lot No. 52 (fifty two), subdivision of lot No. 98 (ninety eight), of the official cadastre for the parish of Notre Dame de Québec (banlieu), being a lot situate on Saint Cyrille street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 9th November, 1911. 4190
[First published, 11th November, 1911]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit : } **M** A R Y S I M P S O N ; against
No. 945. } **J** O H N T O D D, to wit :

1. Lot No. 145 (one hundred and forty five), of the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier, being a farm situate in the third concession—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 143 (one hundred and forty three), of the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier, being a farm situate in the third concession—circumstances and dependencies.

3. Part of lot No. 258 (two hundred and fifty eight), of the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier, containing one acre, more or less, in superficies ; and bounded on the south by the Jacques-Cartier river, on the north by the public road, on the east and on the west by George Todd—circumstances and dependencies.

4. Lot No. 156 (one hundred and fifty six), of the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier, being a farm situate in the third concession—circumstances and dependencies.

Pour être les dits immeubles vendus à la charge par l'adjudicataire de payer à la demanderesse Dame Mary Simpson, veuve de Georges Todd, sa vie durant, une rente annuelle de \$100.00, payable le 8 novembre chaque année, au terme de la donation entrevus par Georges Todd à John Todd, reçu devant Mtre. Cyr. Renault, notaire, le 8 novembre 1899.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures ET DEMIE du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Québec, 26 octobre 1911. [Première publication, 28 octobre 1911.]

Shérif. 4047-2

The said immoveables to be sold subject to the charge of the purchaser paying to the plaintiff Dame Mary Simpson, widow of George Todd, during her lifetime, an annual rent of \$100.00, payable on the 8th of November every year, in accordance with the gift inter vivos by George Todd to John Todd, received before Mtre. Cyr. Renault, notary, on the 8th November, 1899.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel de Valcartier, county of Quebec, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Québec, 26th October, 1911. [First published, 28th October, 1911.]

Sheriff. 4048

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } JOHN BEATTIE ET AL, De-
No 1873. } mandeurs ; vs NOE CHAR-
RON, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la ruelle Déguise, connu et désigné au cadastre de la seigneurie de Sorel, comme étant le quart du numéro 389, et étant aussi connu et désigné sous le numéro 201, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Sorel, maintenant la cité de Sorel—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le TREIZIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Sorel, 8 novembre 1911. [Première publication, 11 novembre 1911.]

Shérif. 4215

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } JOHN BEATTIE ET AL, Plaintiffs ;
No. 1873. } vs NOE CHARRON, Defend-
ant.

A piece of land situate in the city of Sorel, on Déguise lane, known and designated on the cadastre of the seigniorie of Sorel, as being the one quarter of number 389, and being also known and designated under the number 201, of the official plan and book of reference of the town of Sorel, now the city of Sorel—with the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, of the city of Sorel, on the THIRTEENTH day of the month of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Sorel, 8th November, 1911. [First published, 11th November, 1911.]

Sheriff. 4216

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District de Rimouski, } JOSEPH FOURNIER ;
No. 4441. } vs ZENON GAGNON,
savoir :

Une terre de 3 arpents de front sur environ 30 de profondeur ; bornée au nord à Arthur Dupont, au sud au septième rang, étant partie du lot numéro deux cent trente-sept et les lots numéros deux cent trente-huit et deux cent trente-neuf, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Donat—avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Donat, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif, Rimouski, 7 novembre 1911. [Première publication, 11 novembre 1911.]

Shérif. 4195

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } JOSEPH FOURNIER,
No. 4441. } vs ZENON GAGNON,
to wit :

A land of 3 arpents in front by about 30 in depth ; bounded on the north by Arthur Dupont, on the south by the seventh range, being part of lot number two hundred and thirty seven and the lots numbers two hundred and thirty eight and two hundred and thirty nine, on the official cadastre of the parish of Saint Donat—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Donat, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, 1911, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Rimouski, 7th November, 1911. [First published, 11th November, 1911.]

Sheriff. 4196

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } **EASTERN TOWN -**
No 4228. } **SHIPS BANK**; vs
E. COUTURE ET AL.

Comme appartenant à G. Alphonse Rioux, l'un des défendeurs, savoir :

1° Une terre contenant environ cinquante arpents en superficie sans bâtisses, circonstances et dépendances, étant les lots numéros cent quatre, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-neuf, cent quarante, cent quarante-un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept, cent quarante-huit, cent quarante-neuf et cent cinquante au cadastre officiel du premier rang ouest de la paroisse de Saint-Pierre du Lac, seigneurie du Lac Matapédia.

2° Le lot numéro cent trente-quatre, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre du Lac, premier rang ouest—avec bâtisses sous-construites et dépendances, à distraire les terrains vendus à MM. P. & H. Brillant et A. Collin.

2° Les lots numéros deux cent quatre-vingt-deux et deux cent quatre-vingt-trois, deuxième rang du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre du Lac Matapédia.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre du Lac, Cedar Hall, le **TREIZE DECEMBRE** prochain, 1911, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif.

Rimouski, 7 novembre 1911.

[Première publication, 11 novembre 1911.]

Shérif.

4193

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux esopctifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **HODGSON SUM-**
No 490. } **NER AND COM-**

PANY, LIMITED, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre **WILFRID F. POPE**, ci-devant de la ville de Bromptonville, dans le district de Saint-François, maintenant absent dans des lieux inconnus, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé dans le canton de Stoke, dans le comté de Richmond, connu et désigné comme lot numéro trois-cinquante-huit (3-58), dans le premier rang, sur les plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Stoke—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites :

2° Un autre morceau de terre situé dans le dit canton de Stoke, connu et désigné comme lot numéro trois-vingt-trois (3-23), dans le premier rang, sur les plan de cadastre et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Stoke—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Les susdites propriétés pour être vendues aux conditions suivantes :

(a) Que l'acquéreur n'exigera de "The Brompton Pulp and Paper Company", aucunes clôtures, murs, fossés ou travaux ordinaires, tant qu'elle sera propriétaire des terrains voisins ;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } **EASTERN TOWN -**
No. 4228. } **SHIPS BANK** ;
vs **E. COUTURE ET AL.**

As belonging to G. Alphonse Rioux, one of the defendants, to wit :

1. A land containing about fifty arpents in superficies—wit' out buildings, circumstances and dependencies, being the numbers one hundred and four, one hundred and thirty five, one hundred and thirty six, one hundred and thirty seven, one hundred and thirty eight, one hundred and thirty nine, one hundred and forty, one hundred and forty one, one hundred and forty two, one hundred and forty three, one hundred and forty four, one hundred and forty five, one hundred and forty six, one hundred and forty seven, one hundred and forty eight, one hundred and forty nine and one hundred and fifty, on the official cadastre of the first western range of the parish of Saint Pierre du Lac, seignior of Lake Matapédia.

2 Lot number one hundred and thirty four, on the official cadastre of the parish of Saint Pierre du Lac, first western range—with buildings thereon erected and dependencies, to be reserved the parcels sold to Messrs. P. and H. Brillant and A. Collin.

3. Lots numbers two hundred and eighty two and two hundred and eighty three, second range of the official cadastre of the parish of Saint Pierre du Lac Matapédia.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre du Lac, Cedar Hall, on the **THIRTEENTH** of **DECEMBER** next, 1911, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office.

Rimouski, 7th November, 1911.

[First published, 11th November, 1911]

Sheriff.

4194

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **HODGSON SUMNER,**
No. 490. } **AND COMPANY,**

LIMITED, a body corporate and politic, duly incorporated and having its head office and principal place of business at the city and district of Montreal, Plaintiff ; against **WILFRID F. POPE**, heretofore of the town of Bromptonville, in the district of Saint Francis, now absent in parts unknown, Defendant.

1. A piece of land situate in the township of Stoke, in the county of Richmond, known and designated as the lot number three-fifty-eight (3-58), in the first range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Stoke—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2. Another piece of land situate in the said township of Stoke, known and designated as the lot number three-twenty three (3-23), in the first range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Stoke—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

The above properties to be sold subject to the following conditions :

(a) That the purchaser will not require from the Brompton Pulp and Paper Company, any fences, walls, ditches or other common works, as long as they are the owners of adjoining lands ;

(b) Que l'acquéreur ou représentants n'érigeront une bâtisse sur la dite terre qu'à la distance de huit pieds de la rue ;

(c) Que l'acquéreur ou représentants n'érigeront aucune maison à logement de moins d'un étage et demi de haut, avec fondation en pierre, sur la dite terre ;

(d) Qu'aucunes affaires nuisibles ou insalubres ne seront faites sur la dite terre ;

(e) Que le dit acquéreur ne disposera de la dite terre, excepté à ces conditions :

3° Ce morceau de terre situé dans la ville Bromptonville, dans le comté de Richmond, désigné sous le numéro vingt-neuf-deux-quatre-vingt-treize (29-2-93), sur un plan fait par Thomas Tremblay, A. P., le vingt-quatrième jour de décembre 1902, et connu et désigné comme une subdivision du lot numéro vingt-neuf-deux (29-2), dans le quatrième rang du canton de Brompton, sur les plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour le dit canton, contenant cinquante-trois pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, plus ou moins ; borné en front par la continuation de la rue Principal, en arrière et des deux côtés par la terre de Félix Ponton—avec le droit de passage sur le lot vingt-neuf-deux-soixante et dix-neuf (29-2-79), sur le dit plan, tant que la rue ci-dessus mentionnée ne sera pas ouverte au public, sauf et excepté les minéraux dessus et dessous ;

4° Un morceau de terre situé dans le canton de Stoke, dans le comté de Richmond, connu et désigné comme lot numéro quatre A (4-A), dans le deuxième rang, sur les plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Stoke—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites ; sujet à la réserve des mines et minéraux en faveur de "The British American Land Company", conformément à une vente faite le quatrième jour d'août 1906, par "The British American Land Company" à E. W. Tobin, et aussi sujet à la condition que le dit E. W. Tobin ne sera pas obligé de faire aucuns travaux mitoyens, tant qu'il restera propriétaire de la terre voisine, et aussi sujet aux termes, conditions, conventions et obligations contenus dans ce certain bail conditionnel passé devant J. O. Desmarais, N. P., le vingt-neuvième jour d'août 1910, et enregistré le vingt-unième jour de janvier 1911, par le dit Wilfrid F. Pope à Jean-Baptiste Bergeron.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Praxède de Brompton, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 18 octobre 1911 3831.2
Première publication du 14 octobre 1911, est nulle.
[Première publication, 21 octobre 1911.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **JOSEPH ARTHUR**
Sainte-Scholastique. } **CALIXTE ETHIER,**
No 299. } Demandeur ; vs **MARIE-LOUISE GONTHIER** dit **LAROCHE**, Défenderesse, savoir :

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Scholastique, sous le numéro cent cinquante-neuf (No 159) ; borné au nord-est par la rue Saint-Antoine, au sud-ouest par le No 161, au nord-ouest par une

(b) That the purchaser or representatives will not erect a building on the said land nearer than eight feet from the street ;

(c) That the purchaser or representatives will not erect any dwelling house of less than one story and a half in height, with stone foundation, on said land ;

(d) That no obnoxious or unhealthy business will be carried on on the said land.

(e) That the said purchaser will not dispose of the said land except on these conditions :

3 That certain piece of land situated in the town of Bromptonville, in the county of Richmond, designated under the number twenty nine-two-ninety three (29-2-93), on a plan made by Thomas Tremblay, P. L. S., on the twenty fourth day of December, 1902, and known and designated as a subdivision of lot number twenty nine-two (29-2), in the fourth range of the township of Brompton, on the official cadastral plan and book of reference for the said township, containing fifty three feet in width by one hundred feet in length, more or less ; bounded in front by the continuation of Principal street, in rear and on both sides by the land of Felix Ponton—with the right of way on the lot twenty nine-two-seventy-nine (29-2-79), on said plan, as long as the street above mentioned is not opened for the public, save and except the minerals thereon and therein.

4. A piece of land situate in the township of Stoke, in the county of Richmond, known and designated as the lot number four-A (4-A), in the second range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Stoke—with the buildings and improvements thereon erected and made ; subject to the reservation of mines and minerals, in favor of the British American Land Company, according to a sale executed on the fourth day of August, 1906, from the British American Land Company to E. W. Tobin, and also subject to the condition that the said E. W. Tobin shall not be called upon for any travaux mitoyens, as long as he will remain proprietor of the adjoining land, and also subject to the terms, conditions, stipulations and obligations contained in that certain conditional lease, executed before J. O. Desmarais, N. P., on the twenty ninth of August, 1910, and registered on the twenty first of January, 1911, by the said Wilfrid F. Pope to Jean Baptiste Bergeron.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Praxède de Brompton, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 18th October, 1911. 3832
First publication of 14th October, 1911, is null.
[First published, 21st October, 1911.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **JOSEPH ARTHUR**
Sainte Scholastique. } **CALIXTE ETHIER,**
No. 299. } Plaintiff ; vs **MARIE-LOUISE GONTHIER** dit **LAROCHE**, Defendant, to wit :

An emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the village of Sainte Scholastique, under number one hundred and fifty nine (No. 159) ; bounded on the north-east by Saint Antoine street, on the south west by

rue, et au sud-est par une autre rue, contenant cent trente-six pieds de largeur devant et cent trente-deux pieds derrière et quarante-six pieds de profondeur—avec les bâtisses y érigées et tel qu'actuellement enclos.

Pour être vendu à notre bureau, au palais de justice, au village de Sainte-Scholastique, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 31 octobre 1911. 4207
Première publication du 4 novembre 1911 est nulle.
[Première publication, 11 novembre 1911.]

No. 161, on the nord west by a street, and on the south east by another street, containing one hundred and thirty six feet in width in front and one hundred and thirty two feet in the rear and forty six feet in depth—with the buildings thereon erected and as presently enclosed.

To be sold at our office, in the court house of the village of Sainte Scholastique, on the TWELFTH day of DECEMBER next, 1911, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 31st October, 1911. 4208
First publication of 4th November, 1911, is null.
[First published, 11th November, 1911]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donne que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : **L A BANQUE NATIONALE**, Demanderesse ; vs **ANTOINE VAUGEOIS ET AL**, Défendeurs.

Comme appartenant à C. N. Hurtubise, l'un des dits défendeurs, savoir :

Les lots de terre portant les numéros seize (16), dix-sept (17), dix huit (18), dix-neuf (19), vingt (20), vingt et un (21), vingt-deux (22), vingt-trois (23) et vingt-quatre (24) des rangs A et B, canton Turcotte, de la Rivière-aux-Rats, dans le comté de Champlain, district des Trois-Rivières, et désignés par les numéros seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre, du cadastre du canton Turcotte, situés dans le rang A, et par les numéros seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre, du rang B, dans le même canton Turcotte, aux plan et livre de renvoi officiels du bureau d'enregistrement pour le comté de Champlain.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse de Ste-Geneviève de Batiscan, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 8 novembre 1911. 4217
[Première publication, 11 novembre 1911.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **L A BANQUE NATIONALE**, Plaintiff ; vs **ANTOINE VAUGEOIS ET AL**, Defendants.

As belonging to C. N. Hurtubise, one of the said defendants, to wit :

The lots of land bearing the numbers sixteen (16), seventeen (17), eighteen (18), nineteen (19), twenty (20), twenty one (21), twenty two (22), twenty three (23) and twenty four (24), of ranges A and B, township Turcotte, of the Rivière aux Rats, in the county of Champlain, district of Three Rivers, and designated by the numbers sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty one, twenty two, twenty three and twenty four, of the cadastre of the township Turcotte, situate in range A, and by the numbers sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty one, twenty two, twenty three and twenty four, of range B, in the same township Turcotte, on the official plan and book of reference of the registry office for the county of Champlain.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 8th November, 1911. 4218
[First published, 11th November, 1911]

Avis du Gouvernement

Québec, 6 novembre 1911.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec, par J. E. Dérome, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, district de Beauharnois, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu I. J. L. Dérome, en son vivant notaire public, pratiquant à Saint Chrysostôme, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province

4131

Government Notice

Quebec, 6th November, 1911.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. E. Dérome, esquire, notary public, practising and residing at Saint Chrysostôme, in the county of Châteauguay, district of Beauharnois, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late I. J. L. Dérome, in his lifetime notary public, practising at Saint Chrysostôme, county of Châteauguay, district of Beauharnois, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

4132

1951

No 1365-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 8 novembre 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2589 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Causapscal, comté de Matane, les biens-fonds comprenant les rangs 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du canton Matalick, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Matalick".

4165

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.

Ottawa, 9 novembre 1911.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen, pour le service de l'Inde, qui aura lieu au mois d'août 1912, sont déposés au département du secrétaire d'Etat, aux secrétariats des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord-Ouest où les candidats pourront les consulter.

Par ordre,

THOMAS MULVEY,

Sous-secrétaire d'Etat.

4205

Avis

RE : DEMANDE DE "THE MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

Dans l'affaire de la demande de "The Montreal Tramways Company.

Il est ordonné par le présent que l'amalgamation de "The Montreal Street Railway Company", "The Public Service Corporation", "The Montreal Terminal Railway Company" et "The Montreal Park and Island Railway Company", dans et avec, et l'acquisition des entreprises, propriétés et droits des dites compagnies par "The Montreal Tramways Company", aux termes contenus dans un projet d'accord soumis et adopté par les actionnaires de "The Montreal Street Railway Company", à une assemblée générale spéciale des dits actionnaires, tenue le 5e jour d'octobre A. D. 1911, soit, et la dite amalgamation est par le présent autorisée et approuvée par cette commission.

Commission des Services d'utilité publique de Québec.

F. W. HIBBARD,

President.

Vraie copie,

M. JOS. AHERN,

Secrétaire.

4203

No. 1365.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 8th November, 1911.

In conformity with the provisions of article 2589 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Causapscal, county of Matane, the lots comprising the ranges 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the township Matalick, and to erect all the said territory into a separate school municipality, under the name of "Matalick".

4166

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA.

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE OF
CANADA.

Ottawa, 9th November, 1911.

Notice is given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, which will take place in the month of August, 1912, are filed in the department of the secretary of State, in those of secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the Lieutenant-Governor of the North West Territories where they may be seen, by intending candidates.

By command,

THOMAS MULVEY,

Under Secretary of State.

4206

Notice

RÉ : APPLICATION OF THE MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

In the matter of the application of the Montreal Tramways Company.

It is hereby ordered that the amalgamation of the Montreal Street Railway Company, the Public Service Corporation, the Montreal Terminal Railway Company and the Montreal Park & Island Railway Company in and with, and the acquisition of the undertakings, properties and rights of said companies by the Montreal Tramways Company, on the terms contained in a draft of agreement submitted and adopted by the shareholders of the Montreal Street Railway Company, at a special general meeting of such shareholders held, on the 5th day of October, A. D., 1911, be and the same are hereby authorized consented to and approved by this Commission.

Quebec Public Utilities Companies.

F. W. HIBBARD,

President.

A true copy,

M. JOS. AHERN,

Secretary.

4204

Index de la Gazette Officielle de Québec No 45

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bouffard vs Létourneau.....	1932
" Chantal vs Baril.....	1931
" Desbiens vs Boudreault.....	1934
" Gauthier vs Brouillette.....	1931
" Giroux vs Brunéau.....	1933
" Hallée vs Campeau.....	1931
" Laitres vs Roberge.....	1930
" Letellier vs Brossard.....	1932
" Michaud vs Leforest.....	1931

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Beauchamp vs Bertrand, 1932.

AGRICULTURE, SOCIÉTÉ D' :— Société coopérative agricole de Valcourt, 1922.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1915.

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL. — Avis au sujet des : — Chambre des Communes, 1924 ; Sénat, 1924.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1927 ; Conseil législatif, 1928.

COMPAGNIES AUTORISÉES À VENDRE SES ACTIONS, ETC. :—Russell Motor Car Coy, 1921 ; The Canadian Agency, Ltd, 1921.

COMPAGNIES LICENCIÉES :—Cie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la municipalité de la paroisse Saint-Roch de l'Achigan, 1922 ; Cie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse Saint-Dominique, 1923 ; Union Fraternal League of Boston, 1922.

DEMANDES À LA LÉGISLATURE :—La Société d'Administration Générale, 1930 ; Cie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean, 1929.

ERRATUM :—Page 1883, 4 novembre, 1911, No 4112, 1930.

EXAMEN :—Service Civil de l'Inde, 1951.

EXPROPRIATIONS :—La cité de Québec & Lepire, 1899 ; La cité de Québec & Renaud, 1900.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Albion Rubber Co.....	1935
Arcard.....	1934
Baker & de Gruchy.....	1936
Beauchemin.....	1936
Dominion Produce & Grain Co.....	1936
Doyon.....	1934

LETTRES PATENTES :—

Cie L. Bilo eau, ltée.....	1923
La Cie Archambault, Bousquet, ltée.....	1919
La Cie Générale d'Imprimerie de Sorel.....	1923

LIQUIDATION :—Fédération des Travailleurs de Thetford Mines, 1936.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Village de Sainte-Hélène, 1922 ; Matalick, 1951.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Morin vs Bessette.....	1931
" Parent vs Masse.....	1932
" Paquette vs Allain.....	1931
" Rochette vs Gingras.....	1933
" Sourdif vs Desautels dit Lapointe.....	1933
" Stilly vs Roy.....	1932
" Thibert vs Lessard.....	1933
" Trépanier vs Gravel.....	1933
" Turcotte vs Michaud.....	1932

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :— Dme Beauchamp vs Bertrand, 1932.

AGRICULTURAL SOCIETY :—Valcourt Cooperative Agricultural Association, 1922.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 1915.

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT :—Notice respecting the :—House of Commons, 1924 ; Senate, 1924.

PRIVATE BILLS P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1927 ; Legislative Council, 1928.

COMPANIES AUTHORIZED TO SELL ITS SHARES, &c. :—Russell Motor Car Coy, 1921 ; The Canadian Agency, Ltd, 1921.

COMPANIES LICENSED :—Cie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, 1922 ; The parish of Saint Dominique Mutual Fire Insurance Company, 1923 ; Union Fraternal League of Boston, 1822.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—La Société d'Administration Générale, 1930 ; Quebec & Lake Saint John Railway Coy, 1929.

ERRATUM :—Page 1883, 4th November, 1911, No 4112, 1930.

EXAMINATION :—Civil Service of India, 1951.

EXPROPRIATIONS :—The city of Quebec & Lepire, 1899 ; The city of Quebec & Renaud, 1900.

FAILLIS —INSOLVENTS

Godbout.....	1935
Levasseur.....	1934
Mellon.....	1935
Scott.....	1935
Rioux.....	1935
Taipuras et al.....	1985

LETTRES PATENTES :—

Modern Garage Coy.....	1920
The Overhall Manufacturing Coy.....	1924

LIQUIDATION :—Federation of the Workmen of Thetford Mines, 1936.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect, &c.—Village of Sainte-Hélène, 1922 ; Matalick, 1951.

NOMINATIONS : —

Commissaires d'écoles :—Municipalité de Saint-Marcellin, 1915.

Conseils en Loi du Roi :—District de Montréal, 1915.

Estimateurs :—Municipalité de Saint-Moise, comté de Matane, 1916.

NOTAIRE, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—
Par J. E. Dérome, 1950.

PROCLAMATIONS :—Cadastre, 1916 ; Convocation des Chambres, 1918.

RATIFICATION :—Grand Tronc Railway vs Garceau Hotel, 1938.

RÉSOLUTION :—Conseil municipal du comté de Mégantic, 1936.

VENTE PAR ENCAN :—Cie du chemin de fer Québec Central, 1934.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Letarte vs Letarte, 1939.

BEAUCÉ :—Marcotte vs Marquis, 1940.

GASPÉ :—The LeBouthillier Bros Coy vs Dmes Bebee, 1940.

IBERVILLE :—Donaghy vs People Speciality Coy, 1941.

KAMOURASKA :—Godbout vs Pelletier, 1942.

MONTMAGNY :—Pouliot vs Méthot, 1954.

MONTREAL :—Forget vs Provost, 1943 ; Henry (Rev) vs Robert, 1944 ; Leger vs Desjardins, 1943 ; Letang vs Dme Desautels et vir, 1943 ; Levy (Dme) vs Mrancer de Rosay, esql, 1944.

QUÉBEC :—Simpson (Dme) vs Todd, 1946 ; Prévost vs La Cie Immobilière Champlain, 1946 ; Vézina vs La Cie Immobilière Champlain, 1946.

RIMOUSKI :—Eastern Townships Bank vs Couture et al, 1948 ; Fournier vs Gagnon, 1947.

SAINT-FRANÇOIS :—Sumner & Coy vs Pope, 1948.

TERREBONNE :—Ethier vs Dme Gonthier dit Larouche, 1949.

TROIS RIVIÈRES :—La Banque Nationale vs Vaugeois et al, 1950.

APPOINTMENTS :—

School Commissioners :—Municipality of Saint-Marcellin, 1915.

King's Counsel :—District of Montreal, 1915.

Valuators :—Municipality of Saint Moïse, county of Matane, 1916.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :
By J. E. Dérome, 1950.

PROCLAMATIONS :—Cadastre, 1916 ; Parliament convoked, 1918.

RATIFICATION :—Grand Trunk Railway vs Garceau Hotel, 1938.

RESOLUTION :—Municipal council of the county of Mégantic, 1936.

AUCTION SALES :—Quebec Central Railway Coy, 1934.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Letarte vs Letarte, 1939.

BEAUCÉ :—Marcotte vs Marquis, 1940.

GASPÉ :—The LeBouthillier Bros Coy vs Dmes Bebee, 1940.

IBERVILLE :—Donaghy vs People Speciality Coy, 1941.

KAMOURASKA :—Godbout vs Pelletier, 1942.

MONTMAGNY :—Pouliot vs Méthot, 1945.

MONTREAL :—Forget vs Provost, 1943 ; Henry (Rev) vs Robert, 1944 ; Leger vs Desjardins, 1943 ; Letang vs Dme Desautels et vir, 1943 ; Levy (Dme) vs Mrancer de Rosay, esql, 1944.

QUEBEC :—Simpson (Dme) vs Tode, 1946 ; Prévost vs La Cie Immobilière Champlain, 1946 ; Vézina vs La Cie Immobilière Champlain, 1946.

RIMOUSKI :—Eastern Townships Bank vs Couture et al, 1948 ; Fournier vs Gagnon, 1947.

SAINT-FRANÇOIS :—Sumner & Coy vs Pope, 1948.

TERREBONNE :—Ethier vs Dme Gonthier dit Larouche, 1949.

TREE RIVERS :—La Banque Nationale vs Vaugeois et al, 1950.

